LES CINQ DYNASTIES ET LA RÉUNIFICATION IMPÉRIALE

ÉTAT ET COLLECTIVITÉS LOCALES

Les lettrés chinois l'ont dit et répété depuis l'époque des Han: les fonctionnaires militaires – corps protecteur ou encore instrument exécutif – doivent céder le pas devant les fonctionnaires civils – tête pensante. Mais les uns comme les autres servent une même conception de l'État. En cas de disparition du pouvoir civil, le pouvoir militaire assure la relève, en attendant le nécessaire retour à l'ordre traditionnel. Une telle situation s'est produite plus d'une fois dans l'histoire chinoise, et se reproduira sans doute encore.

La bascule s'amorce quand les directives données de la capitale ne sont plus entendues dans les régions. L'immensité et la diversité culturelle des provinces chinoises donnent à ce phénomène humain général des couleurs

particulières. C'est l'existence même de l'Empire qui est faite de cette tension permanente entre pouvoir central, à connotation juridique forte, et pouvoirs localement affirmés : en somme, la recherche d'une unité idéale à partir d'une extrême diversité régionale. Derrière l'effondrement d'une dynastie ou d'un régime, il faut donc lire, comme ailleurs, beaucoup plus que les malheurs de telle famille régnante en déclin, un affaiblissement généralisé de l'État face aux pouvoirs locaux. Or ceux-ci doivent leur enviable stabilité à deux réseaux : les réseaux militaires et les réseaux marchands. Et ces derniers savent aussi mener des guerres à long terme, attirant la bonne monnaie sur un territoire, tout en en privant les voisins. C'est sans doute l'une des contributions majeures de l'histoire chinoise à la construction d'un équilibre - ou déséquilibre - mondial que d'avoir, de façon précoce et continue, accumulé une si riche expérience des rapports entre sociétés locales et État centralisé.

ÉMIETTEMENT

La première moitié du x^e siècle vit donc s'effondrer le gouvernement des Tang. Peut-être ce dernier avait-il tout simplement fait son temps – trois siècles ; peut-être, surtout, était-il conçu davantage pour la conquête que pour la paix et sa disparition traduisait-elle un glissement vers la recherche d'une nouvelle forme d'État, plus stable, plus civil.

La démographie joua aussi un rôle majeur : si la popu-

lation chinoise s'était indéniablement mise à croître à partir du IX^e siècle, il se pourrait bien que la même tendance se fût affirmée chez ses voisins nomades. Mais, ces derniers n'ayant pas encore d'écriture, il n'existe, pour se faire une idée de la situation, que des supputations fondées sur une archéologie encore peu développée et des faits filtrés par l'interprétation des historiographes chinois.

Ceux-ci donnent le sentiment que des « empires barbares » poussèrent alors comme des champignons vénéneux aux portes nord et ouest de la Chine. Au Shanxi et au Hebei naquit en 923 une dynastie des Tang postérieurs : cela signifie que des proto-Turks du « désert de sable » (Shatuo, le désert de Gobi), ceux-là même qui avaient sauvé la cour chinoise en 884, lors de la révolte de Huang Chao, avaient fait bon usage du territoire que les Tang avaient offert à leur chef (Li Keyong), en paiement de ses services. Mais le gouvernement chinois, en donnant des arpents de montagnes, de lœss et de forêts, n'avait sans doute pas imaginé que les remuants guerriers finiraient par s'y structurer si bien.

Quant au reste de la Chine du Nord, il était aux mains d'une tribu turco-mongole, les Qidan, constitués en royaume depuis 916. Ils s'organisèrent, eux aussi, en empire à partir de 937, fondant la dynastie des Liao. Celle-ci sera si active qu'elle dominera les marches septentrionales de la Chine jusqu'au début du XII^e siècle (1125). Quand Marco Polo arrivera – s'il parvint jamais vraiment jusque-là – cent soixante-dix ans plus tard, il entendra encore parler d'eux: le Cathay, comme il dit en parlant de la Chine du Nord, est le pays des Qidan. Les Russes, via le turc Qïtaÿ, en ont fait la Chine.

Histoire de la Chine

Au sud, la situation, dans l'esprit d'un fonctionnaire chinois, ne pouvait paraître bien meilleure. Les maîtres de Canton, qui se prétendaient avec emphase les Han méridionaux, s'alliaient avec le royaume tibéto-birman de Nanzhao (925), puis avec celui de Dali qui lui succéda (937) à peu près sur les mêmes territoires. Par le biais de cette alliance, fort mal vue de la Grande Plaine, Canton et sa région s'ouvraient aux sphères tournées vers le monde indien. Mais qui se souciait encore du centre? Les grands propriétaires et les marchands du delta du Yangzi faisaient eux aussi les yeux doux à des étrangers, en l'occurrence aux Japonais. Pendant plus de vingt ans, ils envoyèrent des émissaires dans l'archipel (en 935, 945, 959) pour tenter de convertir le gouvernement de Heian (Kyoto), tenant d'un protectionnisme très fermé, aux vertus du grand commerce international. Au bout du compte, pourtant, ils en furent pour leurs frais, ce qui les affaiblit, tandis que l'indépendance du royaume d'Annam (939) gênait notablement l'activité commerçante des Han méridionaux.

Royaumes nomades au nord, empire japonais à l'est, royaume d'Annam au sud : de nouveaux nationalismes refermaient ainsi la Chine sur elle-même. Or elle avait dépassé le temps des empires construits par le génie militaire ; il lui fallait donc inventer de nouveaux échanges, dans de nouveaux espaces.

LE TRIOMPHE DE ZHAO GUANGYIN

En 960, un certain Zhao Guangyin se déclara investi

du mandat du Ciel et prit le nom dynastique de Song, celui d'une antique et célèbre principauté de l'entre-deux-fleuves, sur la rive gauche du Yangzi ou la rive droite du fleuve Jaune.

Les histoires officielles donnent du personnage une image parée, comme il sied, de toutes les vertus propres aux grands fondateurs : il respectait scrupuleusement le culte des ancêtres et son premier geste fut, dit-on, de faire bâtir un temple en l'honneur de ses aïeux. Pénétré de confucianisme, il demanda que l'on peignît dans les écoles les portraits des grands sages de l'Antiquité, afin que leur effigie et les mâles vertus qui s'en dégageaient fussent toujours présentes aux yeux des jeunes générations, et plus parlantes que les tablettes des morts matérialisant, selon l'usage, leur survie dans la mémoire des générations descendantes.

L'histoire réelle fut peut-être aussi édifiante, mais beaucoup plus animée. Elle commença dans la région de Kaifeng, au Henan, ce qui ne relevait certes pas du hasard.

Kaifeng se trouvait au cœur d'un minuscule État, dit des Zhou postérieurs, créé tout récemment, en 951, par une certaine famille Guo. La famille Guo était chinoise et fière de l'être, face aux dirigeants « barbares » qui tenaient les territoires du nord et de l'ouest et avec lesquels elle voulait en découdre, comme d'ailleurs avec tout le monde, y compris ses voisins chinois. La mainmise sur les biens du clergé bouddhique lui permit en 955 de financer une campagne militaire contre le régime installé à Nankin (les Tang méridionaux), au sud (958) et contre les Qidan (959) au nord.

Mais la guerre, incertaine, pas plus que l'oppression du clergé bouddhique, toujours populaire malgré la répression subie un siècle plus tôt (845), ne plaisaient pas à tout le monde. Au sein même de l'armée, des voix s'élevaient contre les Guo, jugés incompétents et corrompus. Lorsque la mort de l'éphémère « empereur » de la famille Guo plaça sur le trône un enfant, l'occasion parut trop belle de le remplacer. Le général en chef des armées organisa un pronunciamiento contre l'empereur-enfant et fit chercher son propre frère, Zhao Guangyin. Ce dernier, général lui aussi, se fit traîner, plus qu'il n'arriva, tout embrumé d'alcool. Mais ses fidèles soldats l'acclamèrent et l'élevèrent sur le pavois, comme un chef franc. Lorsque enfin Zhao Guangyin revint à son état normal, il était maître de Kaifeng. Ce faisant, il devenait aussi maître de la Chine. Ce n'était pas un hasard.

Derrière ce triomphe légendaire se profilent deux circonstances favorables : l'attachement d'une armée à son chef, nécessaire pour réussir le putsch, et des intérêts économiques, indispensables pour garder le pouvoir.

À Kaifeng, il y avait, comme partout, des guildes marchandes. Mais celles de Kaifeng étaient les seules à pouvoir monétiser d'une manière fiable les billets à ordre remis aux marchands, ce qui impliquait l'existence en cette région, et en celle-ci seulement, d'une société fiduciaire : une administration suffisamment appuyée par ses banquiers pour pouvoir payer régulièrement ses fournisseurs et des marchands qui, assurés d'être honorés, acceptaient de livrer leurs céréales et d'approvisionner les troupes au simple reçu d'un billet. Et si Zhao Guangyin put durer, c'est, entre autres, parce que le système finit par faire boule de neige, attirant à lui les autres régions.

Comme il se doit, la légende dorée des empereurs fondateurs de dynasties lui attribue aussi d'autres vertus. La rumeur veut qu'il ait été très attentif à l'opinion publique. Il sortait, dit-on, déguisé pour écouter les bruits courant dans la rue; quand ses proches redoutaient un mauvais coup, il répondait que son destin avait toujours été, et se trouvait plus que jamais, entre les mains du Ciel.

On raconte aussi qu'il se montra toujours très attentif, en bon confucéen, aux désirs de sa mère. Celle-ci, de son côté, lui donnait des conseils pleins de bon sens. Elle s'inquiétait notamment de sa succession, lui rappelant qu'il avait pu évincer les Zhou postérieurs (les Guo) essentiellement parce qu'un enfant occupait le trône. Elle l'exhortait sans relâche à bien garder la confiance de ses frères et à imaginer un système de succession qui réduisît le plus possible les régences. Il en aurait fait la promesse solennelle sur le lit de mort de la vieille dame. Effectivement, l'une des principales actions des empereurs Song fut, pour le plus grand bien de l'État, de tenter de clarifier les successions. Mais la démarche politique a plus belle allure quand elle devient un acte de piété filiale.

10

LA DYNASTIE DES SONG

Le hasard veut parfois que les cycles de la nature et ceux des hommes coïncident, sans que l'on sache trop s'il faut ou non y voir une relation de causalité directe. Le tournant de ce qui était, en Europe, l'an 1000, fut marqué en Chine par un net refroidissement climatique. En Chine du Nord, le phénomène prit même une telle ampleur que les mûriers se mirent à dépérir. D'année en année, les fermières avaient de plus en plus de mal à nourrir leur vers à soie et, lentement, la sériciculture quittait la vallée du fleuve Jaune et même l'entre-deux-fleuves. En compensation, elle s'étendait, plus active que jamais, au sud du Yangzi, où humidité et chaleur conservées créaient les conditions d'un développement agricole dynamique. Le climat et une activité attirant l'autre, les plus entreprenants ou les plus pauvres des paysans de la Grande Plaine commencèrent à aller chercher fortune au Jiangnan où, de loin, tout paraissait plus facile.

Il faut reconnaître qu'en l'espace de deux siècles, non

seulement le climat, mais l'atmosphère du Nord dans son ensemble avaient bien changé. Il était loin le temps où toutes les richesses de l'Eurasie aboutissaient à Chang'an, la belle capitale qui commandait à la Chine entière, précisément à cause de sa position de verrou au départ des routes de la Soie. Irréversiblement, une humanité multiple peuplait les espaces jadis vides ou presque de l'Asie centrale. Ces terres montagneuses, boisées, glaciales en hiver, étouffantes en été, riches en prairies mais pauvres en eau canalisable, étaient assurément peu propices à des peuplements horticoles de type chinois. Elles nourrissaient en revanche l'activité des pasteurs et des chasseurs; les siècles passant, ceux-ci hésitaient toujours davantage entre le nomadisme intégral et une sédentarisation partielle. Le gouvernement chinois s'en méfiait depuis l'Antiquité; il avait bien raison, et ce n'était pas le moment de baisser la garde, car certains d'entre eux commençaient à devenir des voisins fort visibles et, d'un point de vue chinois, encombrants.

PEUPLES DIFFÉRENTS, NIVEAUX DE VIE INÉGAUX

Les Qidan tenaient le Liaoning et le Hebei septentrional, c'est-à-dire le nord de Pékin. Les Tibétains, enfin, ne faisaient plus trembler Chang'an – ville abandonnée, morte –, mais d'autres avaient pris leur place (1038) – les Xi Xia, qui bloquaient dès lors le verrou du Gansu. Et les Tibétains n'avaient certes pas disparu pour autant : en guise de consolation, ils pesaient plus que jamais sur le Sichuan, qu'ils occupaient partiellement. Alliés aux Birmans, ils avaient même pris Kunming et fondé (902) le royaume de Dali, à cheval sur les frontières politiques traditionnelles de la Chine et de la Birmanie. Ainsi, le second millénaire, selon le comput occidental, et la nouvelle dynastie des Song, pour la Chine nouvellement réunifiée, s'annonçaient mal : le climat de la Grande Plaine se gâtait au moment précis où les Chinois se trouvaient toujours plus réduits à leurs seules ressources, à l'instant, aussi, où *étranger* commençait à rimer systématiquement avec *danger*.

Il ne s'agissait pas seulement de délire nationaliste tel qu'en pouvait nourrir un vieux lettré patriote, mais d'un cauchemar de ministre des Finances. Pourquoi ? Parce que le gouvernement des Song ne pouvait concevoir ni la guerre ni la paix comme ses voisins. Il y avait, entre les uns et les autres, une trop grande différence de développement. Les communautés de la périphérie de la Chine constituaient des peuples en pleine expansion, grâce à l'excellente maîtrise d'une économie de cueillette qui demeurait pourtant rudimentaire; pour ces gens-là, la guerre constituait un enjeu sérieux, dans lequel ils avaient certes beaucoup à perdre, mais bien plus encore à gagner.

Vue du côté chinois en revanche, dans le cadre et sur le territoire d'une économie très développée, et donc complexe, la guerre créait infiniment plus de problèmes qu'elle ne pouvait en résoudre. Quel butin les Chinois iraient-ils prendre sur les terres, à leurs yeux désolées car impropres à la riziculture, des Qidan ou des autres ? Les hommes d'État des Song ne pouvaient donc recourir qu'à deux expédients : dévier la concupiscence et l'ardeur belliqueuse de leurs voisins moins riches vers d'autres lieux

et d'autres adversaires, ce qui relevait du vœu pieux puisque la Chine était effectivement le phare de l'Asie orientale; ou payer afin de les faire participer à une relative prospérité générale et, ainsi, les engager à se tenir tranquilles.

Le gouvernement Song paya officiellement, à partir de 1004, pour « racheter » la majeure partie du Hebei et du Shanxi; mais les Qidan n'en gardèrent pas moins deux villes clés, Datong et Pékin. Quarante ans d'un calme relatif furent ainsi gagnés, jusqu'à ce que les Qidan fassent à nouveau monter les enchères (1042), aussitôt suivis par les Xi Xia. Au bout de deux ans de négociations serrées, les Song acceptèrent de verser chaque année aux Xi Xia d'importantes provisions de monnaie sonnante et trébuchante, de soie et de thé – breuvage précieux entre tous pour les nomades auxquels il apportait une dose indispensable de vitamines introuvables dans leur régime alimentaire habituel.

Ces histoires de voisinage éternellement recommencées sont exemplaires à plus d'un titre : elles mettent en jeu les réactions d'un pays qui voit son champ d'action se réduire au moment précis où il parvient à une nouvelle phase d'expansion économique. On y suit le chemin d'expériences menées à très grande échelle et qui, de ce fait, peuvent avoir une passionnante valeur d'exemple : la recherche de la paix à n'importe quel prix, qui se traduit par un indéniable et nécessaire partage des richesses avec les pays de la périphérie ; et, au-delà de cette mesure de première urgence, la transformation conceptuelle profonde d'un gouvernement cherchant à créer de tous côtés, et d'abord en son sein, la stabilité indispensable à son expansion, et même à son simple maintien. C'est sous les Song, et sous le poids de ces contraintes de macropolitique, que fut repensée la notion même de légitimité du pouvoir.

À QUOI SERT UN EMPEREUR ?

Depuis Sima Qian, les Histoires dynastiques en faisaient un leitmotiv : la vertu des princes dégénère vite, qui conditionne l'attribution du mandat céleste, et la révolution « légitime » peut donc intervenir à tout instant. Que le système soit moral, certes ; mais il se révélait à l'usage inapte à créer la stabilité dont ont besoin les sociétés complexes.

À dire vrai, le ver du fruit se trouvait dans la conception même de l'Empire telle qu'elle s'était mise en place depuis le Premier Empereur : cet homme qui incarnait d'abord la force taoïste du non-agir, qui se repliait sur luimême à la seule écoute du souffle cosmique, qui n'entendait, ne voyait et ne parlait à ses contemporains que par le truchement de ses ministres. À l'abri d'éventuelles passions personnelles, il se trouvait aussi, et parfois surtout, prisonnier des coteries qui constituaient entre lui et le reste du monde une barrière souvent étanche. De plus, et pour noircir encore le tableau, la succession impériale, toujours organisée avec l'idée de suivre le cheminement d'un éventuel mandat du Ciel, était rien moins qu'assurée.

Les différents partis représentés au gouvernement finissaient bien par s'accorder sur le choix d'un successeur : un fils de préférence, ou bien, à défaut, un frère ou encore un neveu. Mais, tant que l'empereur régnant était vivant, la bonne étoile du futur élu pouvait pâlir du jour au lendemain, une autre faction ayant évincé celle qui le soutenait. Si l'on y ajoute la lutte éperdue des mères possibles, dans un système de polygamie – seule la mère de l'héritier présomptif recevant en théorie le titre officiel d'impératrice –, si l'on considère aussi les intrigues menées par les familles de ces femmes, on imagine la multiplicité et la complexité des situations.

Les empereurs Song, en la matière, passèrent une bonne partie de leur vie à faire le ménage, instituant, dans la mesure où la nature le permettait, la régularité des successions, du père au fils aîné. Curieusement, il semble néanmoins que ces hommes, aux sens perpétuellement sollicités et théoriquement comblés, aient été passablement stériles. Affaire de mauvais régime alimentaire? ou de mortalité infantile lourde ? La question, relançant à chaque fois les troubles nés d'une succession incertaine, se posera avec la même acuité sous les Ming. Rendons grâces pourtant aux Song: jamais la cour ne retentit, sous leur mandat, de ces péripéties sanglantes qui marquèrent aussi bien la dynastie des Tang que celle des Han. Il resta pourtant qu'un empereur, passées les deux premières générations fondatrices, veillait sagement, suprêmement et modestement à ne pas s'immiscer d'une manière trop pointilleuse dans les affaires de l'État. Irremplaçable et nécessaire recul, indispensable repli au-dessus des partis : les ministres applaudissaient et se réservaient le jeu, savant et risqué, des réformes.

RÉFORMER, MAIS QUOI ? ET COMMENT ?

Cela commença avec Fan Zhongyan (990-1053), dont le programme consistait surtout à mettre de l'ordre et empêcher les dérives classiques de tout système administratif, comme le népotisme et la corruption. Une génération plus tard, les plus grands intellectuels du temps, qui exerçaient aussi des charges administratives - comme le poète Su Dongpo (1036-1101), le mathématicien Shao Yong (1011-1077) ou les historiens Ouyang Xiu (1007 –1072) et Sima Guang (1019-1086) -, se penchaient activement sur la question. Tous partageaient désormais la même conviction qu'il fallait réformer : mais quoi, et dans quelle direction? Leurs goûts portaient plutôt la majorité d'entre eux vers la réflexion sur les expériences passées et la réactivation d'un certain nombre d'essais administratifs des Tang, comme le système des examens qui leur paraissait le seul procédé judicieux pour recruter un corps de fonctionnaires compétents, tout en échappant à la mainmise des familles militaires auxquelles la fin des Tang et les Cinq Dynasties avaient redonné beaucoup de leur antique puissance.

Mais d'autres, qui se disaient les vrais réformateurs, face au parti de ceux qu'ils appelaient conservateurs, bouillaient d'imposer des solutions plongeant leurs racines dans un passé si lointain qu'elles en devenaient entièrement nouvelles.

Le parangon de ces réformateurs radicaux s'appelait Wang Anshi (1021-1086) et – paradoxalement pour un homme qui voulait tant changer – était habité par le mythe confucéen de l'âge d'or : réformer, c'était y revenir

radicalement, retourner à la pureté des origines, tout en faisant fi des exemples plus récents et sans trembler devant les prétendus « signes du Ciel » que les astronomes et devins de la cour suivaient avec inquiétude. Du confucianisme, Wang Anshi gardait le rêve d'une perfection perdue, tout en rejetant la démarche étroitement historiciste. Son livre de chevet n'était pas les Entretiens (Lunyu) de Confucius, mais le très antique Rituel des Zhou (Zhouli) qui avait aussi, à l'époque des Han, inspiré l'usurpateur Wang Mang : tout un programme qu'il diffusa en 1058 sous la forme d'une longue Lettre de dix mille mots (Wanyanshu).

Malgré cette odeur de soufre, et le mauvais caractère du personnage, connu pour son entêtement et son intolérance, un empereur – Shenzong (reg. 1067-1085) – finit par écouter Wang Anshi et lui offrit sa chance : le temps des réformes, commencées en 1069 et reprises durant l'ère Yuanfeng (1078-1085), dura autant que le souverain.

Fiscalité, armée, police, monopoles, recrutement des fonctionnaires: tout y passa. L'intérêt apporté à l'aspect économique des problèmes – que soulignaient déjà certains textes de l'Antiquité, tels le *Guanzi*, autre ouvrage de l'époque des Zhou – donnait au programme de Wang Anshi une indéniable originalité. Mais les conservateurs, comme il se doit, fulminaient: pour eux, les questions les plus importantes tournaient autour des notions de morale. C'était cela qu'il convenait de réformer et de renforcer: la moralité, fondement du succès de toute action. Tout le reste n'était qu'expédients et poudre aux yeux.

Personne ne s'étonna donc que, sitôt connue la mort de l'empereur Shenzong qui le protégeait envers et contre tout, Wang Anshi fût prié de retourner à ses travaux de poésie – tous admiraient son talent littéraire –, tandis que Sima Guang s'empressait de faire abolir les réformes (1086).

Le monde n'alla pas vraiment mieux pour autant. Avec une prudente obstination, les empereurs, au fil des années, suscitèrent l'« alternance » des deux partis, sans que la balance penche jamais nettement en faveur des uns ou des autres, pas plus qu'elle n'avait départagé, sous les Han, les tenants du légisme et ceux du confucianisme. Cette politique des Song, à courte vue peut-être, eut tout de même un résultat; malgré les épreuves imposées par une politique extérieure contraignante, elle apporta à l'Empire un bien inestimable : cent ans d'une sorte de prospérité.

MANGER GRÂCE AU RIZ DU CHAMPA

Les premiers acteurs, et aussi les premiers bénéficiaires, en furent les agriculteurs. L'introduction de variétés hâtives de riz du Champa conjuguée à la généralisation de l'irrigation des champs et à la pratique systématique du repiquage aboutirent à une élévation considérable des récoltes : chaque arpent de bonne terre produisait deux fois plus qu'à l'époque des Tang.

Mieux nourries, moins soumises aux aléas climatiques, nombre de familles rurales développèrent des activités qui, d'annexes, finirent par devenir parfois principales : la préparation des feuilles de thé, la production de divers alcools régionaux, la fabrication de confiseries – pour absorber et conserver des récoltes de fruits qui venaient

tous à maturité en même temps –, la teinture des tissus, d'innombrables travaux de vannerie vendus sur les marchés urbains ou proposés chez les riches particuliers, et même l'extraction de certains minerais.

Peu à peu, on s'aperçut que toutes ces activités « libérales », dont l'État ne s'occupait en rien, finissaient par vider partiellement de leur substance les circuits traditionnels des monopoles impériaux sur les produits de grande consommation (le sel, le fer, le thé, certaines formes d'alcool).

Ainsi, la société changeait, exigeant de la part de ses dirigeants une attention constante, un perpétuel réajustement des mesures. La position de l'empereur en la matière était souvent délicate à tenir : qu'il soit trop interventionniste et les partis l'entraînaient dans leurs querelles ; qu'il soit faible ou s'adonne à d'autres intérêts et il se laissait facilement détourner de la gestion de son Empire. Si tout allait bien, ses ministres, ayant le champ libre, lui en savaient alors gré ; si tout allait mal, ils ne manquaient pas de lui en faire porter la responsabilité.

L'EMPEREUR HUIZONG

Le parangon de ces empereurs respectables, et qui pourtant incarnent une forme de perdition, est Huizong (reg. 1101-1125). Les peintres saluent en lui avec raison le plus convaincu de leurs admirateurs et celui qui sut leur donner un statut prestigieux, à l'opposé de la condescendance largement méprisante dont on les gratifiait d'habitude,

même quand on acceptait de les payer généreusement. Mais, emporté qu'il était par son amour des objets beaux et rares, Huizong passa plus d'une fois la mesure. Il montrait, par exemple, un goût affirmé pour les pierres aux formes étranges et contournées : il en ornait sans fin les cours et les jardins du palais, suivant en rêve les paysages imaginaires que les concrétions naturelles dessinaient. Les plus belles de ces roches venaient des provinces méridionales: elles remontaient, par voie d'eau, le long du Grand Canal, du sud du Yangzi à Kaifeng - les textes administratifs les mentionnent même officiellement sous le nom de « convois de pierres d'ornement ». Le flot en paraissait inépuisable. C'est que les administrations transmettaient aux provinces concernées les vœux et les goûts de l'empereur. Tandis que des miséreux cherchaient, taillaient, chargeaient les pierres pour rien ou presque, des aigrefins s'enrichissaient au passage, dans le dédale des circuits légaux et illégaux, avec trafic d'influence à la clé.

C'est ainsi qu'une « folie », bien sage dans son principe, finit par susciter une brève mais terrible révolte, celle d'un homme connu surtout sous un sobriquet, Fang La, entrepreneur du Zhejiang qui refusa un jour de continuer d'envoyer pour rien des pierres extraordinaires à l'empereur. Nourris d'une doctrine qui empruntait à la fois au bouddhisme et au manichéisme, Fang La et ses compagnons, prêchant la rébellion contre un corps mandarinal jugé incompétent (et, de fait, surtout trop peu nombreux), mirent pendant un an la province à feu et à sang. Au-delà d'une fureur, condamnable mais compréhensible, c'était l'équilibre même des échanges chinois qui se trouvait remis en question : le Sud refusait une nouvelle fois de servir le Nord.

Histoire de la Chine

À nouveau, les administrateurs s'interrogèrent : Fang La était-il un fou isolé ou traînait-il avec lui un relent de fin de dynastie ? Une chose était sûre : malgré une situation locale dramatique, le pouvoir était resté à la dynastie, et la vieille aristocratie territoriale n'avait pas relayé le mouvement de révolte.

Cela signifiait que l'action menée depuis plus d'un demi-siècle par le gouvernement avait porté ses fruits : l'administration recrutait ses cadres en fonction de leur compétence, sanctionnée par des examens. Et cette nouvelle aristocratie-là, que l'on envoyait généralement servir très loin de ses racines familiales, se montrait peu encline à embrasser les causes locales. Traditionalistes ou réformateurs, ceux qui, au long du XI^e siècle, avaient bâti la nouvelle administration chinoise avaient fait du bon travail.

IMPÉRIALE INCONSÉQUENCE

Huizong aurait ainsi pu retourner sans peine à ses chères études s'il n'avait commis plus tôt une autre erreur, encore plus grave que d'aimer trop les pierres de jardin.

Huizong s'était inquiété – rien de plus normal – de la présence de plus en plus sédentaire, et de plus en plus pressante, des Qidan dans les provinces du Hebei et du Shanxi. Sans doute piètre stratège, il n'imaginait pas d'autre solution que celle, classique, de l'encerclement : pour cela, il avait fait appel à un autre peuple de la périphérie – les Jurchet –, leur suggérant (1114), subsides à

l'appui, de peser sur le flanc nord des Qidan. Un an plus tard, personne, à la cour, ne prêtait attention au fait que des Jurchet s'organisaient à la chinoise, fondant une dynastie qu'ils nommèrent Jin, « l'or » ou « dorée ». De Kaifeng, on s'intéressait seulement à la manœuvre qui, lentement, très lentement, se mettait en place. Au bout de huit ans, enfin, les Jurchet prirent aux Qidan (1122) la ville qui allait devenir Pékin. Huizong et ses amis soupirèrent d'aise. Pas pour longtemps.

Trois ans après, les Jurchet, ainsi mis en jambes, se présentaient devant Kaifeng qu'ils enlevaient en 1126. Massacres, pillages, fuite éperdue de la cour et du gouvernement. Tous ne purent s'échapper: Huizong, l'impératrice en titre et l'héritier présomptif furent emmenés captifs, loin dans le nord, chez leurs curieux « amis » nomades qui dominaient maintenant l'ensemble de la Chine du fleuve Jaune. Huizong mourut en captivité, quelques mois plus tard, de désespoir et d'épuisement. Avec lui s'évanouissait une nouvelle fois le rêve unitaire.

LES SONG DU SUD

La structure de l'Empire, cependant, était telle – et apparemment aussi la fidélité à la dynastie – que les Song réussirent un tour de force : dès 1127, un fils cadet de Huizong se faisait reconnaître à Nankin et demeurait en place, malgré des incursions Jurchet jusqu'à Ningbo (1129 et 1130). On se retrouvait devant la partition traditionnelle en Chine du Nord et Chine du Sud. La cour et

Histoire de la Chine

l'empereur finirent par se fixer en un lieu sûr (1132) : Hangzhou. La ville s'étendait au fond d'un estuaire, dans le delta sablonneux du Yangzi, sur une langue de terre que l'eau – le bras du fleuve, le lac de l'Ouest et la mer – protégeait sur trois côtés. Le calcul était bon : la dynastie réussit à s'y maintenir encore cent quarante ans, et ce fut un autre ennemi qui l'en délogea.

LA VIE DU SUD

Ce qui changea sous les Song du Sud? Peu de choses, en apparence, si l'on s'en tient aux principes et aux lignes politiques essentielles du gouvernement. Mais les effets matériels de la conquête des Jin eurent des répercussions sans fin. Les Chinois avaient répondu à l'invasion par l'exode: non seulement les riches, emportant avec eux leur argenterie, leurs bronzes antiques et leurs collections de peintures soigneusement roulées, mais aussi les pauvres, qui n'avaient rien à perdre, et les artisans de luxe, qui suivaient leur clientèle. Tous se dirigeaient vers le Sud comme vers la Terre promise; un dicton disait même que le grenier de la Chine se trouvait là, prospérant grâce à la mise en culture, d'abord expérimentale, des terres basses : « Quand les récoltes mûrissent dans les préfectures de Suzhou, Huzhou et Hangzhou, le monde a de quoi manger. »

En quelques années, un véritable flot migratoire s'abattit ainsi sur le Yangzi, dont chacun espérait qu'il constituerait, face aux Jurchet, un rempart infranchissable. Les plus argentés des nouveaux venus s'empressèrent d'acheter les propriétés disponibles. Faute de mieux, les derniers arrivés acquirent lacs et marécages qu'ils asséchèrent en partie, sans s'inquiéter outre mesure des dégâts que la dérivation des eaux pouvait causer chez leurs voisins. Au long des années, l'indéniable mise en valeur du terroir du Sud prit ainsi l'aspect d'une lutte, sourde ou ouverte, entre résidents d'hier et d'aujourd'hui, occupants historiques, nouveaux venus gêneurs, riches imposant leur contrôle de l'eau, et pauvres contraints de le subir. Les jacqueries éclatèrent plus d'une fois.

LES COLOMBES ET LES FAUCONS

L'État, pour sa part, s'en mêlait peu, accaparé qu'il était par un problème encore plus grave : celui de sa survie militaire face aux Jurchet. Fallait-il inventer un *modus vivendi* avec eux ? Ou tenter la reconquête du Nord, comme le prônait le général Yue Fei qui mena, de 1134 à 1138, une campagne de harcèlement si vigoureuse que les Jurchet finirent (1141) par proposer la paix ?

Elle fut acceptée et dura vingt ans, malgré le parti des patriotes qui en faisait retomber la honte – à leurs yeux – sur un ancien Premier ministre, Qin Gui (1090-1155), emmené en captivité par les Jurchet, évadé (1130), ardent défenseur de la paix, mais dont les détracteurs disaient qu'il avait été retourné par l'ennemi. La paix, donc, dura vingt ans, tout ronds. Au bout de ce temps, les Jurchet reprirent les hostilités. Bien mal leur en prit. Les Song du

Histoire de la Chine

Sud leur infligèrent une cinglante défaite (1162) à Caishi (Anhui): la technologie chinoise, avec sa flotte fluviale – ses impressionnants navires de guerre mus par des roues à aubes –, triomphait. Elle apporta à la Chine du Sud encore un demi-siècle de paix.

11

L'ÉCOLE DU PRINCIPE

Les voyageurs occidentaux l'ont claironné depuis trois cents ans : les Chinois sont superstitieux, mais ils ne croient ni en Dieu ni en diable. Superstitieux ? Peut-être. C'est le sort courant des pauvres et des laborieux : faute de temps pour penser, il ne leur reste qu'à s'en remettre aux mains de divinités consolantes et improbables. Mais les autres ? les Chinois qui pensent ?

Les lettrés, dont le métier est de concevoir et d'administrer le monde, se sont toujours reconnus agnostiques ou encore, comme Confucius, trop incertains et trop convaincus de l'incompréhensibilité des choses pour parler de ce qui échappait à leur entendement immédiat. Cet agnosticisme s'exprima même souvent si fort qu'il arrêta plus d'une fois les élans spéculatifs auxquels, déjà, nombre d'entre eux consacraient peu de temps : les questions concrètes du maintien de l'équilibre et de l'ordre social absorbaient l'essentiel de leur énergie. Mais les vrais philosophes, dans ce temps des Song où l'on repensait les

Histoire de la Chine

bases mêmes de la théorie impériale et de la société, ne pouvaient éluder le débat. Ils s'y plongèrent résolument, à corps perdu.

BOUDDHISME ET CONFUCIANISME

Confucius avait un concurrent; il ne le savait pas, et pour cause! C'était presque un contemporain – son « extinction complète », entendez sa mort, survint en effet vers 480 avant notre ère – et il vivait en Inde du Nord. Il fallut bien des générations pour que la doctrine du Bouddha parvînt jusqu'en Chine, et plus encore pour qu'elle y fût perçue dans son originalité – pour que les motifs à fleurs de lotus représentés parfois au dos des miroirs de bronze suggèrent autre chose, à leurs admirateurs chinois, que l'envol poétique d'un immortel taoïste, bien ancré dans la tradition nationale.

Tout changea, paraît-il, en 65 de notre ère. Cette année-là, l'empereur Ming, des Han orientaux, vit en songe un être extraordinaire: humain, et pourtant ni homme, ni femme, au corps long et gracile et comme immatériel. Il en émanait une lumière dorée, merveilleusement apaisante. L'empereur Ming s'éveilla profondément remué. À quelque temps de là, une caravane se présenta à la cour. Quelle ne fut pas la surprise du souverain lorsqu'un voyageur, monté sur un cheval blanc, sortit de ses fontes une petite statue de bronze doré, réplique exacte de la vision onirique qui l'avait tant troublé. L'empereur Ming, stupéfait, fit fonder un établissement pour abriter à

Luoyang l'image miraculeuse, ainsi que les hommes capables d'expliquer son message. Ainsi naquit le temple du Cheval blanc : ce fut, en Chine, le premier centre d'étude et de traduction de textes bouddhiques ; il existe toujours, même si les bâtiments en ont été démolis, rebâtis, transformés, dénaturés cent fois au cours des siècles. C'est ici que des penseurs chinois, secoués par la conviction de croyants étrangers, apprirent peu à peu à sortir d'eux-mêmes.

Ce ne fut ni un hasard, ni une affaire simple. Au cours du II^e siècle, on se remit à circuler d'Iran en Inde et d'Inde vers l'Asie centrale. En Inde même, l'enseignement du Bouddha, déjà bien ancien, avait donné naissance, aux environs de notre ère, à deux courants passablement antinomiques et concurrents: le courant traditionaliste, prônant la quête individuelle de la Vérité, et le « grand moyen de progression » (Mahāyāna), qui enseignait, d'abord, à aider les autres avant de se sauver soi-même. Un schisme en était résulté qui, comme tous les schismes, poussait les partisans de l'une et l'autre école à chercher des appuis partout et ailleurs. Cent ans plus tard, l'échiquier politique modifiait encore la donne: rejetant le bouddhisme, et l'empêchant aussi, par la même occasion, d'essaimer vers l'Occident, l'Iran ne lui laissait qu'une voie de sortie: la Chine.

Il se trouvait justement que les idéologies anciennes n'y apportaient plus les indispensables explications du monde, et encore moins les nécessaires consolations devant la mort. Le bouddhisme vint donc à point nommé vivifier une nouvelle forme d'espoir – et tout espoir était, à ce moment-là en Chine, bienvenu, fût-il par nature profondément pessimiste. La rencontre, pourtant, prit des siècles. Elle reposa d'abord sur d'incessantes traductions,

comme celles de Kumārajīva (344-413), fils d'un Indien et de la sœur du roi de Kucha.

À la fin des Tang, le bouddhisme avait si bien réussi qu'il influençait peu ou prou tous ceux qui, en Chine, se piquaient de pensée: ceux qui croyaient au *nirvāna* et ceux qui n'y croyaient plus; ceux qui lisaient encore les textes chinois anciens et ceux pour qui cette langue, antérieure au grand remue-ménage du x^e siècle, était devenue incompréhensible ou presque, faute de bien percevoir la société dont elle exprimait le message.

Les philosophes, ainsi aiguillonnés, se mirent à étudier les enseignements de Confucius sous un angle nouveau, en termes de philosophie de l'être et de religion du salut. La cote d'amour des textes hérités de l'Antiquité s'en trouva modifiée. Xunzi, le positiviste, dont se réclamaient depuis si longtemps les légistes, s'effaça doucement devant Mengzi, le mystique. On se passionna, par ailleurs, pour le savoir ésotérique hérité des devins de l'âge du Bronze: la divination parut même une science trop sérieuse pour être laissée aux mains des seuls maîtres taoïstes. Les meilleurs esprits cherchèrent dans le Livre des mutations (Yijing) une mise en formules globalisante de l'univers. Ainsi naquit l'étude de la Voie (daoxue), fortement synchrétique, bien que ses créateurs aient voulu, et affirmé avec emphase, s'inscrire dans la seule lignée du confucianisme.

La mutation complète se fit un peu plus tard, du XI^e au XII^e siècle. Ce ne fut pas une simple tempête dans un verre d'eau d'intellectuel : ceux qui en furent les artisans, tout comme leurs idées, modelèrent l'Empire pendant sept siècles et connaissent actuellement un étonnant regain de popularité.

Le premier fut Zhou Dunyi (1017-1073). Il inventa la notion de « principe (ou faîte) suprême » (taiji), point de convergence ou de régulation de l'énergie binaire et alternative (féminin/masculin, yin/yang) qui anime le monde après lui avoir donné la vie. Sur ces idées-là travaillèrent aussi Shao Yong (1011-1077), le mathématicien réputé déjà rencontré dans la bataille des conservateurs et des réformateurs -, et Zhang Zai (1020-1077), demeuré célèbre pour ses travaux sur l'« amour universel ». Mais ce fut la génération suivante qui franchit le pas décisif : Cheng Hao (1032-1085) et son frère Cheng Yi (1033-1108) définirent la matière (animée ou pas ?) dans laquelle prennent forme tous les êtres (c'est l'un des sens du terme qi), selon une loi, ou une logique (li), réglant l'ensemble des rapports concevables entre les existants. Ils bâtirent ainsi un château d'idées qu'ils eurent l'habileté de traduire en termes simples – en apparence seulement – et en se référant au corpus de textes « classiques » de l'Antiquité dont ils prônèrent l'enseignement dans les écoles - et cela au moment précis où se développait l'imprimerie, elle-même favorisée par le poids nouveau de l'enseignement normatif et des examens dans la vie nationale.

LA DIVINISATION D'UN MAITRE À PENSER : ZHU XI

La renommée n'est pas toujours juste car elle couronne d'une manière souvent exclusive l'homme qui se trouve là au bon moment, présentant un habile mélange des qualités prisées de ses contemporains. Tel est le sentiment mitigé que l'on ressent parfois devant la gloire pluriséculaire de Zhu Xi (1130-1200), même si personne ne conteste l'indéniable grandeur du personnage.

Il incarne le lettré par excellence : docteur (*jinshi*) à dix-neuf ans, philosophe, mystique fortement imprégné de bouddhisme et fonctionnaire réglant avec soin les affaires de sa modeste circonscription campagnarde, il donne corps mieux que personne à l'idéal de l'homme complet selon la tradition chinoise. Pour parfaire encore le tableau, il savait même faire preuve de courage : en 1163, il lança une pétition contre le Premier ministre de l'époque, Tang Situi, un partisan de la paix à tout prix, qu'il accusait de lâcheté et de défaitisme. Zhu Xi était un ardent faucon.

Le pouvoir n'apprécia pas et commença à se méfier de cet homme qui parlait et écrivait si bien, et qui savait attirer à lui tant de disciples. Les choses prirent leur temps, mais finirent par tourner mal : en 1196, Zhu Xi fut démis de sa charge. L'homme ne se laissa pas abattre : quatre ans plus tard, il obtenait sa réintégration officielle, suivie, il est vrai, de sa mise à la retraite, car il avait alors soixante-dix ans. Mais l'honneur était sauf, même si le sort, de nouveau, s'abattit sur lui : il mourut en quelques semaines de la dysenterie.

La génération suivante jugea bon de l'anoblir à titre posthume (1227), puis finit par placer – honneur suprême – sa tablette funéraire dans le temple de Confucius. De fils en petit-fils, l'idée cheminait que Zhu Xi avait trouvé la véritable explication du monde.

Reprenant l'héritage des pères de l'école du Principe (*lixue*), il avait en effet expliqué comment le souffle vital (*qi*) s'unit à une forme matérielle (*xing*) et donne à

chaque être sa conscience (l'un des sens possibles de xin). S'il est bien connu que Zhu Xi a suivi un enseignement bouddhique dans sa jeunesse et qu'il y a beaucoup plongé, il a aussi toujours exprimé – en opposition avec le bouddhisme – que l'être a un sens, que ce sens fonde la morale, elle-même base de toutes les relations sociales, et que les rites rendent sensibles le fait qu'ancêtres et vivants sont faits du même qi.

Périodiquement, les historiens s'interrogent sur le pourquoi du fulgurant et impérissable succès de Zhu Xi, qui resurgit maintenant, après quarante ans de maoïsme. Les réponses mettent en jeu de multiples arguments. Le plus souvent retenu — au-delà de l'indéniable intérêt d'une synthèse qu'il ne fut sans doute pas le seul à opérer — relève du pratique : Zhu Xi s'est toujours intéressé à l'enseignement et a, mieux que personne, convaincu les maîtres d'utiliser des manuels conçus comme ceux des frères Cheng. L'autre argument renvoie au style : Zhu Xi stupéfiait et stupéfie toujours son monde par l'ampleur de son savoir encyclopédique, son goût de l'érudition, sa maîtrise des textes anciens. Des travaux récents rappellent qu'il était aussi un homme tourné vers certains aspects du savoir scientifique.

Zhu Xi se passionnait ainsi pour l'astronomie. Mais il considérait les astronomes comme des techniciens bornés, occupés de calculs triviaux plutôt que de cosmologie et de métaphysique. Il leur reprochait de se montrer incapables, malgré tous leurs travaux, d'établir un calendrier exact. Or, il en était sûr, il y avait un ordre dans le cosmos, et cette exactitude du calendrier pouvait exister.

Et si cette déconvenue de Zhu Xi – qui demandait assurément trop aux astronomes de son temps – marquait

Histoire de la Chine

le début d'un terrible divorce : celui des intellectuels chinois avec les sciences – appliquées ou spéculatives –, au moment précis où l'Europe se tournait vers les « savoirfaire », où les érudits d'Occident se mettaient à scruter d'un œil neuf les pratiques des artisans ?

12

LES MONGOLS EN CHINE: LA DYNASTIE DES YUAN

Il naquit en 1167 et s'appelait Temujin, mais on le connaît dayantage sous le nom que lui attribuèrent les siens en 1206: Gengis khan, l'« Empereur des mers », ce qui signifiait l'« Empereur universel ». Pour les Européens, il incarna longtemps, avec Attila, les horreurs de la guerre. La fumée des églises russes l'enveloppe parfois encore, dans l'imagerie courante, d'un halo pestilentiel : c'est tout juste si quelques portes d'airain, majesteuses parures des iconostases les plus riches, ont pu résister au brasier et témoigner d'anciennes splendeurs dont, consciemment ou non, il fut le ravageur. Aujourd'hui pourtant, les craintes et accusations s'estompent lentement. Les biographes de Temujin, renversant la vapeur, essayent de mieux cerner l'homme, dans son époque et dans son peuple, et d'en comprendre les raisons; les polémologues, pour leur part, scrutent la stratégie pratique de ses succès, qui secouèrent à la fois l'Occident (la première offensive en Russie date de 1218, et Kiev sera prise après sa mort, vingt-deux ans plus tard, en 1240) et le nord-ouest de l'Inde (1224).

En contrepoint, son avancée vers l'Asie orientale paraît lente, presque interminable : les descendants de Gengis khan mettront plus de soixante ans à soumettre complètement la Chine (1279) ; quant à leurs tentatives pour venir à bout du Japon, elles se solderont par deux échecs retentissants (1274 et 1281). Ainsi, il y a des mondes – comme l'Europe féodale – qui paraissent vivre tout en armes, moralement et physiquement : paradoxalement, des conquérants déterminés y entrent comme dans du beurre. Il y en a d'autres à forte organisation civile : ceux-là peuvent résister interminablement, alors même que leur lourde machine militaire ne fonctionne pas à plein régime, faute de représenter une priorité dans la vie nationale.

Gengis khan, pourtant, s'intéressait vivement à la Chine: à peine eut-il écrasé ses rivaux, et tout juste devenu « Empereur des mers » (1206), qu'il caressait l'espoir d'en réussir la conquête. Et certes le projet s'appuyait sur de bonnes raisons car, à l'époque, il n'avait pas en face de lui un bloc monolithique, un empire unifié, mais une sorte de sous-continent que trois puissances se partageaient dans une atmosphère de paix armée à l'équilibre précaire. Les Jin installés au nord et dans la vallée du fleuve Jaune, les Song du Sud retranchés à l'abri du Yangzi et les Xi Xia (ethnie Tangut) sédentarisés dans les terres souvent ingrates des Ordos et du Gansu s'observaient, se combattaient à l'occasion et usaient largement, et réciproquement, du chantage. Sur un tel terrain, Gengis khan avait au moins un atout:

occupés à leurs rivalités traditionnelles, les groupes en présence s'intéressaient peu à lui. Il possédait, en revanche, l'avantage de bien connaître les modes de vie de deux d'entre eux, nomades comme lui, tout juste en train de se fixer : les Tangut et les groupes les plus occidentaux des Liao. Il les attaqua les premiers, en 1209, les autres en 1211 : les événements lui donnèrent raison et la victoire. Il avait enfin ouvert le fruit : restait le vrai noyau chinois.

LA CONQUÊTE DE LA CHINE

Il se mit alors à rôder comme un renard au long de la Grande Muraille. En fait, il n'en subsistait qu'une ligne souvent mythique. Depuis l'Antiquité, elle marquait surtout, dans l'esprit des politiques chinois, la démarcation entre le monde pastoral - celui des autres - et le monde horticole - celui de la Chine. Gengis khan n'eut aucun mal à contourner les fortifications imposantes qui s'élevaient encore çà et là; il s'infiltra bientôt dans tout le nord de la Chine et contraignit sans peine le gouvernement des Jin à la fuite, jusqu'à Kaifeng, en plein milieu de la Grande Plaine. Au passage, les Mongols traversèrent Pékin, dont les Jin avaient fait leur capitale septentrionale. Les vainqueurs s'y arrêtèrent une première fois en 1213, puis une seconde en 1215 : cette fois-ci, la ville, qui avait échappé par miracle à la destruction deux ans plus tôt, fut rasée.

En Chine du Sud, non seulement personne ne s'en

souciait, mais ceux qui apprirent la nouvelle s'en réjouirent, au contraire, bruyamment. Quelle joie d'assister ainsi à l'écrasement de son pire ennemi! D'autant plus que le triomphateur se montrait, en apparence, fort civilisé: ne le voyait-on pas tourner les talons sitôt sa besogne faite? Oui, de fait, aurait pu entrevoir la vérité? Si Gengis khan partait pour se lancer (1219) à la conquête du Turkestan et de l'Iran oriental, ce n'était ni dépit, ni respect d'un adversaire plus fort que lui. C'était parce que la Chine lui semblait si mûre qu'elle tomberait de toute façon dans ses mains quand il le voudrait. Les ministres des Song du Sud expliquaient pour leur part les choses autrement : à les entendre, les Mongols, gendarmes de la steppe et (futurs) tributaires loyaux, ne porteraient jamais le fer contre le fils du Ciel. Les proches de l'empereur Song décidèrent donc de conclure une alliance tacite avec ce voisin si utile et si doué pour le métier des armes (1221) et, lorsqu'il revint, cinq ans plus tard, après avoir une nouvelle fois, et définitivement, écrasé les Xi Xia (1226-1227), les Chinois du Sud s'en montrèrent très satisfaits. Leur seul regret fut que Genghis khan, sur ces entrefaites, mourut.

Son fils Ögödei – littéralement « le Généreux » – lui succéda, au terme d'une compétition prévisible (1229-1241). Il s'installa à Karakorum, dans la vallée de l'Orkhon, en Mongolie, et y fixa la capitale de son empire. De là, il se mit, comme son père l'avait fait, à supputer ses chances en Chine. La difficulté venait de ce qu'il n'avait pas une notion très claire de la géographie d'un pays aussi vaste et divers. La Chine se ramenait surtout, dans son esprit, à ces territoires du Nord et du bassin du fleuve Jaune occupés par les Jin qui, malgré leurs

malheurs récents, résistaient encore avec l'énergie du désespoir. Ces derniers souffraient, cependant, d'un lourd handicap : devenus sédentaires, ils se trouvaient par là même prisonniers de leurs terres. Ögödei, lui, voyait grand et fondait sa stratégie sur le mouvement.

Aidé de son frère Tolui (littéralement « le Miroir »), il lança derechef l'une de ces manœuvres tournantes de très large envergure qui avaient si bien réussi à leur père : les Jin, comme prévu, éclatèrent, pris au piège entre deux armées mongoles, l'une arrivant par le nord-ouest et l'autre se présentant par le sud du Henan. Le général Subötei – de mémoire également sinistre en Perse et en Russie – dévasta Kaifeng (1233). Lorsqu'il apprit la fin des Jin, le gouvernement des Song du Sud exulta : enfin, une juste revanche. Et la joie fut totale quand se répandit la nouvelle du suicide du dernier empereur des Jin, dont on avait commencé à railler la fuite.

L'optimisme imprudent des Song du Sud fut cependant vite soumis à rude épreuve : trois ans durant, de 1236 à 1239, les troupes mongoles victorieuses, mais ne sachant plus où trouver leur butin, se rabattirent sur le Sichuan et le Hubei, qu'elles mirent en coupe réglée de manière si brutale et si soudaine que les Chinois n'eurent pas même l'occasion de réagir. La situation s'améliora toutefois à la mort d'Ögödei (1241) : occupés de leurs seules affaires de succession, les Mongols semblaient redevenir des voisins fréquentables. La paix dura douze ans. En 1251, Mongka, petit-fils et successeur partiel de Gengis khan, nomma son frère cadet Qubilai – littéralement « le Fortuné » – gouverneur du Henan. Personne n'y trouva à redire : les Song du Sud n'espéraient plus reconquérir la Grande Plaine et la paix, passagèrement troublée, était

revenue chez eux. Quant aux paysans de Chine du Nord, ils avaient simplement changé de maîtres; ces derniers venus inspiraient moins de craintes que les Jin, responsables de la mort tragique de l'empereur Huizong et détestés depuis des générations.

Les troubles reprirent, certes, sur les contreforts orientaux de l'Himalaya, en 1253 : traversant en catastrophe le Sichuan, les Mongols tombèrent sur le royaume tibétobirman de Dali qui s'effondra puis, continuant sur leur lancée, ils occupèrent Hanoi en 1257. Mais tout cela se passait aux marches des territoires contrôlés par les Song du Sud et, à la capitale, personne ne semblait s'en émouvoir outre mesure, si tant est que la nouvelle y fût parvenue.

LE RÈGNE DE QUBILAI

Certains disaient, de plus, que Qubilai se préoccupait surtout de religion, de morale et de réforme de l'administration de la Chine du Nord. Il venait de faire appel (1258), pour cela, à un célèbre religieux tibétain: Phags-pa. Qubilai, en effet, ne prétendait pas changer les rouages techniques d'un système complexe, mais faire beaucoup mieux: prendre ce qu'il estimait être le mal à la racine en insufflant aux fonctionnaires un nouvel état d'esprit. Il détestait l'atmosphère mystique et individualiste qui, selon lui, obscurcissait les idées des agents de l'État, trop imprégnés, à ses yeux, de la pensée de l'école taoïste dite du Quanzhen. Il souhaitait faire souffler sur

l'administration du sol chinois un grand vent bouddhique, mais un vent spécifique, qui ne devrait rien à la philosophie chinoise raisonneuse, développée depuis les Song du Nord par l'école du Principe. Il espérait tout, en revanche, du bouddhisme tel qu'il s'était épanoui au Tibet : attaché à des formules quasi magiques, il définissait et permettait de maîtriser les énergies du monde. C'était cela le vrai gouvernement.

Il y aurait eu de quoi choquer un pur lettré, si tant est qu'un tel homme ait pu percer les vues de Qubilai. Mais il y eut beaucoup plus dangereux, et plus immédiatement tangible : une inquiétude brutale saisit le gouvernement Song quand, la même année 1258, Qubilai testa de nouveau sa fameuse stratégie de la « pince », cette fois-ci aux dépens de ses « alliés » de Chine du Sud.

Qubilai ne le prit pas par quatre chemins et fonça droit devant lui, sur Wuchang (qui forme un secteur de l'actuelle ville de Wuhan), en plein cœur du bassin moyen du Yangzi, qui est aussi le cœur de la Chine. Et Mongka, lui venant en appui, ravagea une fois de plus le Sichuan : les illusions sur la fidélité des princes mongols destructeurs des Jin s'évanouissaient. Le fils du Ciel n'avait plus seulement changé de voisin, il avait aussi changé d'ennemi, et celui-ci semblait à tout jamais imperméable aux charmes de la paix. Dernier répit cependant : Mongka mourut inopinément; la pince, privée d'une de ses branches, ne pouvait plus fonctionner et Qubilai se hâta de conclure un armistice. Puis il se replia vers le nord et réussit à se faire reconnaître grand khan (1260) par ses pairs. Sitôt sa situation réglée, il quitta Karakorum, où s'était installé Ögödei, et revint établir sa capitale à Pékin. Pour nous, aujourd'hui, le message paraît clair; mais un Chinois de

Histoire de la Chine

Hangzhou, au XIII^e siècle, n'y voyait sans doute qu'un barbare de plus établi aux marches de l'Empire, au cœur d'une ville qui n'avait jamais été capitale impériale et n'avait sans doute aucune chance de le devenir.

Coïncidence : cette même année 1260, bien loin de là, les frères Polo, marchands vénitiens, quittaient Constantinople et commençaient le premier de leurs périples.

LA GLOIRE MONGOLE

Qubilai, replié sur Pékin depuis la mort de son frère Mongka, n'avait peut-être pas l'intention de s'y enfermer. Mais le sort, sous les traits de son cousin qui l'évinça du Turkestan, se chargea de l'y contraindre : interdit d'Occident, Qubilai devait maintenir son pouvoir sur la Chine contre vents et marées et malgré des luttes fratricides (1264). Peut-être est-ce là l'une des causes majeures de ses succès ultérieurs : il fallait bien qu'il prenne la Chine, voire l'ensemble des pays de la sphère chinoise – Viêtnam, Corée, Japon –, pour la bonne raison qu'il n'avait plus aucune chance de régner ailleurs.

En 1267, il fit commencer la reconstruction de Pékin, qu'il avait détruite quelques années auparavant; il changea son nom de « capitale du Nord » (Beijing/Pékin) en Khanbaliq (la « ville du Khan ») : puisque le sort des armes et le hasard des successions l'avaient fait Chinois, il irait au bout de sa destinée. Ce qu'il ne savait sans doute pas encore, c'est à quelle forte partie il se heurtait : il ne mesurait ni le courage physique des populations qu'il voulait

asservir, ni l'avance technologique de la Chine du Sud. S'il gagna pourtant, à terme, c'est qu'il était doué d'une sorte de génie, sachant au bon moment transformer de fond en comble la conception de la guerre qu'il avait héritée de ses pères et pratiquée jusque-là avec l'efficacité que l'on sait, mais d'une manière plutôt routinière.

La poudre à canon

« ... Il ne semble pas qu'on trouve, hors de la Chine, dans les textes des x^e-XIII^e siècles, cette diversité de projectiles spéciaux que connaissaient les Song, surtout avec l'emploi précoce de mélanges de poudres aux propriétés variées.

Dans la plupart des documents écrits chinois, les projectiles à poudre des Song s'appelaient en général *huopao* («projectiles de feu »), mais ils se différenciaient selon le caractère de leur action.

... On trouve mention de projectiles à poudre incendiaire (boule de feu; boule de feu à pointes; boule de feu réglable; épervier de feu en bambou; épervier de feu à bec de fer); de projectiles explosifs à fragmentation (boule de feu tonnante); de projectiles à action toxique (boule de fumée; boule de fumée empoisonnée; pot projeté avec des excréments)... Il y eut aussi trois formules de composition de poudre pour les divers projectiles enflammés: ce sont les plus anciennes formules connues au monde. »

Sergej A. Skoljar, « L'artillerie de jet à l'époque Song », in Françoise Aubin (éd.), Études Song, in memoriam Étienne Balazs, Paris, Mouton, 1971, p. 135-137.

L'inspiration lui vint au cours de l'interminable siège de deux cités jumelles (Xiangyang et Fancheng, sur la rivière Han au Hubei). Il découvrit là, au long d'une bataille acharnée – elle dura cinq ans, de 1268 à 1273 –, trois aspects de la stratégie en lesquels les Chinois étaient maîtres par tradition multiséculaire : la guerre de siège, l'artillerie et l'utilisation militaire de la batellerie. Conscient de ses faiblesses, il tenta d'abord de débaucher des techniciens chinois, qu'il souhaitait charger de moderniser son armée. Mais il n'en trouva pas ; il en fit donc venir d'Iran que ses cousins, vainqueurs des Abbassides, tenaient depuis 1259. Union sacrée pour la conquête des grands empires ? Voire, mais une chose est sûre : Qubilai venait d'apprendre le fabuleux prix industriel de la guerre.

Le second trait de génie fut, les deux citadelles enfin tombées, de saisir la batellerie chinoise, d'y entasser son armée et de lui faire descendre le fleuve, tandis que le reste de la cavalerie suivait sur les deux berges. La suite de l'histoire relève de l'épopée et de l'horreur, avec son lot d'actes héroïques et de populations passées au fil de l'épée. Contrairement à une rumeur tenace, civils et militaires chinois se battirent comme des lions, malgré la terreur grandissante, chaque victoire mongole rendant psychologiquement plus difficile la résistance des villes menacées ensuite. Les vraies causes d'une défaite annoncée, bien qu'elle n'eût rien d'inéluctable, sont à chercher d'abord dans la nature d'une administration trop peu nombreuse, trop peu présente sur le terrain et contrebattue à la cour par des groupes de pression qui n'avaient pas d'intérêts directs dans la guerre, à moins qu'ils n'en aient eu trop dans les situations troubles. De plus, le gouvernement de la Chine du Sud, au XIIIe siècle, ne

nourrissait plus les espoirs de reconquête qui avaient, un temps, dynamisé celui du XII^e. Enfin, les grands propriétaires terriens vovaient rarement au-delà des limites de leurs possessions; aucune solidarité réelle ne les liait aux « technocrates » de Hangzhou qui restaient, à leurs yeux, un groupe d'hommes du Nord en exil - en somme des étrangers, ne comprenant rien à la vie de la Chine du Sud. Quant aux puissants négociants sur qui reposait, en dernier recours, la richesse de l'État, ils souffraient de se voir socialement si peu reconnus par des ministres courtisans, mal argentés, faiblement légitimés, mais insolents et méprisants. Des populations terrorisées d'avance, des généraux valeureux mais privés de moyens, un gouvernement qui débloque toujours trop tard les crédits pour les renforts, des propriétaires terriens soucieux avant de tout de bien maîtriser l'eau et de ne pas laisser s'effondrer les diguettes indispensables à la vie des rizières, des marchands organisant des stratégies à l'échelle continentale et non plus seulement soucieux d'équilibres régionaux : sans doute toutes les conditions étaient-elles réunies pour que se produisît un grand changement. Dans cette optique, les Mongols apparaissent aussi comme les agents d'un certain destin.

En 1276, ils prirent Hangzhou. La légende en retient la présence terrifiante d'un général mongol du nom de Baiyan. Il faut imaginer la scène dans une ville qui, protégée sur un côté par le célèbre lac de l'Ouest, sur deux autres par les bras du delta et, sur le dernier, par la mer, se croit imprenable ou presque : les heures de danger se situent à marée basse, quand la plage devient praticable. Une prophétie court, garante de la sûreté de la place : elle ne tombera qu'aux mains d'un terrible et improbable

général « qui a cent yeux » – autant dire jamais, c'est pourquoi les Song du Sud y ont installé le gouvernement.

Mais les temps sont néfastes. Un empereur-enfant règne et sa mère exerce la régence : situation funeste en de telles circonstances ; une situation qui traduit bien, par ailleurs, les incertitudes d'une cour où s'affrontent des factions qui ne souhaitent pas confier le pouvoir à un adulte. Les Mongols campent devant les murs ; la marée, inexorablement, descend: il va falloir tenir pendant six heures, en attendant que le flux oblige l'ennemi à se replier. La régente consulte les oracles, ses conseillers et ses informateurs. Confiante dans la prophétie, elle s'enquiert du nom du général ennemi. On lui répond : « Baiyan », ce qui, en chinois mandarin, est homophone de « cent yeux ». Le nom mongol n'a rien à voir avec Argus, mais la régente ne le sait pas. Elle perd la tête et, fataliste, donne l'ordre d'ouvrir les portes de la ville. Les Mongols lui en savent gré : s'ils l'emmènent prisonnière, avec son fils l'empereur-enfant, ils la traitent bien. Une bonne partie de la famille impériale, en revanche, et les ministres, comme en 1125, tentent de fuir. En quelques heures, tout ce qui reste du pouvoir impérial et du gouvernement chinois vogue sur la mer.

Que pouvaient-ils espérer ? Beaucoup plus que la dure réalité ne leur a accordé par la suite. Le défi aurait eu quelque chance de succès si la Chine avait développé les formes de thalassocratie que l'excellente qualité de sa flotte – sans doute l'une des meilleures du monde à l'époque – pouvait lui assurer dans les mers du Sud. Le drame vint de ce que, tout en tirant d'amples moissons du grand commerce international, les administrateurs Song étaient toujours restés des terriens. La Chine, c'était la

terre, fécondée par la vie côtière, comme aujourd'hui. Un gouvernement sur des navires n'avait aucune chance de survie. Aucun port chinois, d'ailleurs, ne pouvait les abriter : les Mongols, à coups de péniches et de galops de chevaux, précédaient presque toujours leur arrivée. Fuite éperdue, provisions faites à la hâte grâce à des loyalistes en grand danger : la mort guette partout la dynastie. Celle-ci, de plus, paye durement son arrogance passée : le mépris en lequel elle avait tenu longtemps des groupes étrangers influents, comme la communauté musulmane de Quanzhou, par exemple, joue contre elle, en un moment crucial. Les Arabes installés en Chine, depuis plusieurs siècles parfois, rallient sans déplaisir les nouveaux maîtres, jugés ni meilleurs, sans doute, mais certainement pas pires que les Chinois.

UN HOMME D'AFFAIRES NOMMÉ PU SHOUGENG

Ainsi va l'histoire de Pu Shougeng. Il appartenait à cette catégorie de marchands arabes qui, soumis à la fois au rythme des moussons et aux caprices des douaniers chinois, avaient fini par s'installer complètement sur les côtes du Fujian et du Guangdong et n'en étaient jamais repartis. Au fil des années, ils avaient fait venir leurs familles et, tout en gardant leur mode de vie comme leur religion – l'islam –, étaient devenus, ainsi que leurs enfants, d'excellents sujets du fils du Ciel. La famille Pu avait même si bonne réputation qu'en 1245 et 1246 les Song du Sud avaient confié à Pu Shougeng une charge de

grande confiance et responsabilité: celle de commissaire aux bateaux marchands. Plus tard, revenu à Quanzhou, Pu Shougeng s'était donné sans compter à sa ville, se servant bien au passage sans doute, mais faisant, entre autres, restaurer complètement et à ses frais personnels les murailles de la cité. Pourtant, l'aristocratie Song ne lui en montra aucune reconnaissance. Peu à peu, au contraire, elle se fit mordante et, quand la fin de la dynastie parut manifeste, exprima une xénophobie féroce: les marchands musulmans devenaient les boucs émissaires des malheurs du temps. Pu Shougeng et sa famille, humiliés, ne pardonnèrent jamais: dès que l'occasion s'en présenta, ils se mirent, sans regret, au service des Mongols.

L'année 1277 vit tomber Canton. Pour l'honneur, un dernier petit empereur Song, âgé de huit ans, résistait toujours sur mer, entouré de la cour, menée par le fidèle ministre Zhang Shijie. Mais un jour, la flotte mongole éperonna le navire impérial devant les falaises de Yaishan, non loin de Canton. Tout était dit : l'empereur-enfant, ses fidèles et Zhang Shijie se jetèrent à l'eau et s'y laissèrent couler. Pour la première fois, un conquérant étranger avait pris la Chine entière. Qubilai se sentait investi du mandat du Ciel et fondait la dynastie des Yuan (1279).

LA DYNASTIE DES YUAN

L'événement, malgré son importance en son temps, pourrait aujourd'hui, reporté à l'histoire du monde, passer pour banal. Deux raisons, au moins, lui donnent pourtant un poids que d'autres conquêtes n'ont jamais eu. L'une tient au choc psychologique que la victoire mongole fit subir à la classe lettrée chinoise, gardienne de la mémoire nationale et chantre de l'histoire impériale qui la légitimait. Les contrecoups de ce choc-là sont encore perceptibles dans l'actuelle politique du gouvernement de Pékin vis-à-vis de la « minorité » mongole. Que des couches de la population chinoise autres que les lettrés aient eu une attitude différente à l'égard des conquérants ne change rien à l'affaire. L'autre raison réside dans l'antinomie de fait partageant vainqueurs et vaincus. Le bouleversement culturel des premiers, face à une extraordinaire machine économique et administrative dont ils ignoraient le fonctionnement, suggère une « étude de cas » passionnante.

Il existe enfin une troisième raison à l'intérêt universel que suscite la victoire de Qubilai : les Mongols furent les premiers souverains de Chine avec qui un monarque européen – Philippe le Bel – entra en relations. Encore convient-il de donner les précisions nécessaires. Quand Rabban Cauma se présenta à Paris, en 1287, porteur d'une lettre émanant d'un prince mongol, il était envoyé par le khan de Perse, Arghoun, et non par Qubilai. Mais les princes chrétiens, ecclésiastiques ou laïcs, se réjouirent tant de trouver un allié capable de prendre à revers les musulmans, et l'Orient constituait par ailleurs à leurs yeux une entité si vague, qu'ils englobèrent d'enthousiasme tous les pays situés à l'est de la Méditerranée. Encore quelques années et la lettre d'Arghoun se plaqua sans difficulté sur les récits de Marco Polo, qui disait être resté au service de Qubilai de 1275 à 1291 : les merveilles du monde appartenaient aux Mongols, alliés des

chrétiens d'Occident. Que les Russes, orthodoxes, aient souffert, au point que le souvenir en hante toujours la mémoire collective, ne pouvait émouvoir qu'à moitié des catholiques romains. Quant aux incursions mongoles en Bohême, en Hongrie, en Autriche, en Serbie, en Dalmatie (1241-1242) et jusqu'en Pologne (1240), elles semblaient être restées sans lendemain et remontaient à presque un demi-siècle – environ deux générations : une sorte de Déluge.

Pendant ce temps, Qubilai continuait sur sa lancée, selon les deux axes qui avaient dirigé toute son action : conquête et bouddhisation. L'année 1281 le vit agir dans tous les sens : contre le Japon (ce fut un échec définitif) ; contre les moines taoïstes, chargés une nouvelle fois de tous les péchés de Chine, contraints d'abandonner un certain nombre de leurs couvents pour y laisser s'installer des communautés bouddhiques ; et en faveur d'un resserrement des liens entre Chine et Tibet : un expédition fut envoyée sur les flancs de l'Himalaya à la recherche des sources du fleuve Jaune – la Grande Plaine chinoise irriguée par des eaux tibétaines : le symbole parlait fort au cœur de l'homme qui aimait tant Phags-pa, décédé quelques mois auparavant (1280).

Au fil des années, la guerre, toujours elle, prit le dessus, avec des fortunes diverses et globalement négatives: au Tonkin et au Champa (1283-1287), à Java (1293). Quelques mois plus tard, Qubilai rendit l'âme (1294). Son temps était passé; il n'était plus l'homme de la situation.

TEMUR

Temur lui succéda. Son règne plutôt court (1294-1307) a de quoi surprendre : qui aurait cru qu'un prince mongol allait imposer en grande pompe, à tous et partout, le culte de Confucius (1295) ? Étaient-ce les leçons des conseillers étrangers, nombreux dans l'entourage de Qubilai, qui trouvaient enfin, une génération plus tard, une oreille attentive ? Parmi eux étaient passés les personnages les plus divers, comme les frères Polo et leur neveu Marco (dont aucune source chinoise n'a gardé une trace claire), mais surtout beaucoup d'hommes issus des marches de la Chine : Shaloba (1259-1314), Tangut du royaume des Xi Xia devenu un moine bouddhiste respecté, Phags-pa, bien sûr, mais aussi Tanba, autre moine tibétain, et enfin le plus célèbre de tous : Yelü Chucai.

Yelü Chucai appartenait à l'ethnie turco-mongole des Qidan. De haute naissance, il descendait de l'ancienne famille régnante des Liao, que les Jin avaient balayée en 1125 – des drames en fait bien lointains. Yelü Chucai avait occupé apparemment sans états d'âme des charges importantes chez les vainqueurs de ses ancêtres, avant de se retrouver d'abord aux côtés de Gengis khan, juste avant la mort de ce dernier (1227), puis auprès d'Ögödei, après la prise de Kaifeng (1233) et la fin complète des Jin (1234). Les légendes, bien sûr, s'emparèrent très tôt d'un tel individu que sa stature et sa sagesse semblaient protéger des accusations perfides comme des pires catastrophes. Habillées d'oripeaux divers selon les circonstances, elles illustrent et exploitent à tout-va le contraste romantique opposant la force centaurine du conquérant à

l'impavide grandeur de celui qui sait. Le thème récurrent met en scène un chef gengiskhanide s'empressant de détruire les plus belles cités pour rendre aux pâturages la terre qu'elles occupent. Mais au dernier moment, Yelü Chucai arrête le bras destructeur et révèle au bouillant nomade les beautés de la civilisation urbaine. En un mot, Yelü Chucai aurait appris aux Mongols à quoi servait une ville - concept dont, au début de leur épopée, ils auraient tout ignoré. Que le grand homme ait été un Oidan et non un Chinois Han importe aussi beaucoup: les lettrés ont longtemps fait de lui le symbole de l'heureuse « sinisation » des ethnies vivant aux marches de l'Empire. L'image garde aujourd'hui toute sa force : elle appuie les discours sur l'intégration des peuples de la périphérie et souligne, en contrepoint, la valeur universelle du modèle civilisateur chinois.

Que Temur favorise le confucianisme, d'essence éminemment sociale et urbaine, représentait donc une évolution remarquable, propre à remettre en cause le schéma bien connu selon lequel les Mongols n'ont rien compris à la Chine et l'ont écrasée en lui imposant des choix sociaux contraires à ses traditions.

Il était peu vraisemblable, à vrai dire, que les Mongols aient jamais pu, à l'origine, être sensibles aux mêmes priorités que les Chinois. Et puisqu'ils devaient, dans l'Empire nouvellement conquis, constituer « quatre classes », car l'usage local chinois le voulait ainsi, cellesci se réorganisèrent en fonction de critères qui n'étaient pas ceux des Han. Une logique issue de la conquête supplanta celle qui s'était instituée peu à peu à partir des fonctions civiles. Les Mongols — eux-mêmes hiérarchisés selon leur appartenance clanique ou régionale — se

situèrent au sommet de l'échelle, prenant la position enviable tenue en Chine traditionnelle par la classe lettrée. Les peuples de l'Asie centrale, ralliés depuis longtemps (par exemple les Qidan comme Yelü Chucai), eurent l'honneur d'être placés immédiatement au-dessous. On leur adjoignit les étrangers : les Mongols disaient d'eux qu'ils étaient des « hommes aux yeux de couleur » (simuren en chinois) - polyglottes, voyageurs, hommes d'entregent, connaissant bien le vaste monde, ils rendaient des services inestimables. Puis venaient les Chinois du Nord, acceptés en troisième position car, frottés de culture de la steppe depuis longtemps, par l'intermédiaire de leurs maîtres de la dynastie des Jin, ils s'étaient soumis sans trop résister. Enfin, tout en bas de l'échelle sociale, en cette quatrième position jadis occupée par les marchands, grouillait la masse innombrable des Chinois du Sud, à l'exception de ceux qui s'étaient officiellement ralliés. Les Mongols ne leur pardonnèrent jamais leur très longue résistance, quel qu'ait été le désir de « collaboration » d'un bon nombre d'entre eux, notamment chez les grands propriétaires fonciers.

Ce cadre une fois posé, et respecté, Temur sut pourtant y échapper à l'occasion. Il lui arriva même de défendre les négociants chinois contre la cupidité des prêteurs arabes : ces créanciers issus des guildes musulmanes, follement enrichies par le commerce entre la Chine et le Moyen-Orient, prêtaient de l'argent aux Chinois en faisant monter indûment des taux déjà largement usuraires dans leur état normal.

L'espoir d'équilibre que recherchait Temur, pourtant, mourut avec lui (1307). D'ailleurs, les éléments ne semblaient pas favorables : en 1303, déjà, un tremblement de

Histoire de la Chine

terre avait fait des milliers de victimes au Shanxi; le drame recommença au Gansu en 1306. Et les digues du fleuve Jaune menaçaient de rompre; il fallut lever des dizaines de milliers d'hommes pour les réparer.

LES DIFFICULTÉS S'ACCUMULENT

En Chine du Sud, les lettrés, du moins ceux qui avaient refusé toute forme de collaboration, se terraient dans leurs propriétés, officiellement humiliés et devenus gentlemenfarmers, faute de mieux. C'est sans doute à ce moment qu'ils prirent le goût de la terre et commencèrent à y investir systématiquement leurs économies : un comportement qui finira par devenir habituel et gênera beaucoup, à long terme, le développement de la proto-industrie chinoise. En 1315, l'empereur Renzong tenta bien de rétablir le système des examens. Mais cette réforme, intéressante, eut très peu d'impact sur le recrutement administratif et ne put donc rendre aux lettrés leur rôle social perdu.

Les paysans, de leur côté, d'autant plus surveillés que leurs maîtres étaient moins occupés ailleurs, recommencèrent à rêver d'une société plus juste et gonflèrent les rangs des vieilles associations. Ainsi la paysannerie tremblait, faisait le dos rond et cherchait l'espoir dans les sociétés secrètes. La plus vivante était celle du Lotus blanc, créée en 1133, juste après la débâcle des Song du Nord, et interdite en 1308, mais toujours renaissante, puisque ainsi le voulait sa nature : rester secrète et échapper aux interdictions.

C'était un fleuron de la doctrine des « trois religions », très populaire depuis l'an 1000 : un synchrétisme où s'entre-mêlaient règles de vie et espoirs empruntés à la fois au confucianisme, au taoïsme et au bouddhisme, dans leurs versions simples. La magie y primait souvent toute autre forme de raisonnement ; mais le goût et la fraternité du secret partagé finirent par lier les membres de la secte à la fois contre les riches et les envahisseurs, toutes revendications sociales et luttes nationales confondues.

Les Yuan interdirent le Lotus blanc une nouvelle fois en 1322. Peine perdue : des jacqueries secouèrent les campagnes en 1325. Pauvres révoltes de la misère, où le sentiment antimongol, à l'origine, n'était pas dominant : quel paysan, penché derrière son buffle, se souciait de savoir en qui s'incarnait le pouvoir ? Mais que certains maîtres des grands domaines, comme en Chine du Sud, personnages redoutés et parfois haïs, fassent ouvertement cause commune avec les Yuan, et le processus de fin dynastique pourrait s'enclancher.

Une génération plus tard, les éléments, à nouveau, s'en mêlèrent. Le fleuve Jaune rompit ses digues, au Shandong, une fois de plus (1351), comme en 1327, comme en 1344. L'État leva d'urgence un énorme contingent pour parer au plus pressé. Les paysans, que la catastrophe avait déjà ruinés et chassés de chez eux, se révoltèrent, tandis que ceux des provinces voisines refusaient d'aller affronter le déferlement des eaux. Un peu partout, les surgeons locaux de la secte du Lotus blanc orchestrèrent peu à peu la rébellion latente. Les orateurs populaires commencèrent à clamer la fin imminente du pouvoir chancelant et usurpateur des Yuan. Maitreya, le Bouddha de l'Avenir, image lumineuse de bonté et d'apaisement,

se levait sur le monde. D'un terroir à l'autre, les adorateurs du Lotus se reconnaissaient à la couleur de leur turban : un linge ordinaire, simple torchon comme celui qui ceint traditionnellement le front des travailleurs de force, mais cette fois-ci un « turban rouge » (hongjin).

Du Shandong, la révolte gagna sans peine le delta du Yangzi. Puis un brasier social s'alluma à Canton, tandis qu'un meneur – parmi beaucoup d'autres –, Guo Zixing, et son lieutenant (qui était aussi son gendre depuis 1355), Zhu Yuanzhang, sillonnaient le Jiangnan pour appeler au soulèvement libérateur. En 1356, Zhu Yuanzhang prit Nankin, position symbolique et stratégique de première importance, verrou d'où l'on tient à la fois le Nord et le Sud. C'est là que se joua son sort, là qu'il établit un gouvernement insurrectionnel. La rébellion des pauvres et des illuminés pouvait changer de nature et devenir révolte de fin de dynastie, pas même un siècle après qu'Ögödei eut pris le pouvoir et moins de quatre-vingts ans après que le petit empereur Song se fut enfoncé dans les eaux chaudes, au large de Canton.

REGARDS ÉLOIGNÉS

À l'étranger, les Yuan continuèrent à susciter sans fin des sentiments contrastés. René Grousset, il y a un demisiècle, les voyait tout en rose : champions du christianisme qu'ils avaient favorisé, comme ils privilégiaient par principe toutes les religions et faits culturels étrangers. Le savant allemand (américain d'origine allemande)

Wolfram Eberhard, écrivant à la même époque, mais nourri de la pensée des lettrés chinois, les accusait au contraire de la pire barbarie : prenant les Song comme un modèle d'État idéal, il faisait des Mongols les fossoyeurs de la Chine telle qu'elle devait être et telle qu'elle ne fut plus jamais par la suite. Les historiens contemporains, attentifs aux jeux sociologiques, considèrent avec une passion renouvelée cette période difficile où se superposent les courbes de deux montées et de deux effondrements successifs: celui d'un empire bureaucratique et marchand, puis celui d'un mouvement de conquête à l'arraché.

Certaines ouvertures récentes du champ de l'histoire suggèrent de nouvelles questions : sur la place des femmes, par exemple, et l'évolution du droit chinois soumis une nouvelle fois, en ce XIVe siècle, à l'influence de coutumes propres à des sociétés nomades. Ainsi, il n'est plus possible aujourd'hui de limiter, comme on le faisait parfois, l'histoire des Yuan à celle de la conquête de la Chine par les Mongols, ni d'opposer en couleurs franches l'incompétence des uns à la sagesse des autres. Il ne reste qu'une seule certitude : la souffrance engendrée par des guerres dont la vision anthropologique ne doit pas non plus gommer exagérément le souvenir.

Les vainqueurs au bout du compte ? Sans doute ceux qui, fuyant les idéologies politiques et les fidélités féodales primaires, se sont lancés aventureusement à la découverte des mondes que ces drames avaient au moins le mérite de relier impérieusement : les voyageurs et les marchands. Mais il fallut attendre le xxe siècle pour trouver leurs histo-

riographes.

13

LE RETOUR DE LA CHINE AUX CHINOIS : LA DYNASTIE DES MING

L'EMPEREUR HONGWU

Taizu, le « Grand Ancêtre » : le premier empereur des Ming le devint après sa mort, comme tous les autres fondateurs d'une nouvelle dynastie – la tradition leur accordait ce nom posthume que chacun devait, dès lors, utiliser pour marquer sa déférence. Cependant la liste commençait à devenir longue, et les confusions courantes. Aussi les historiens chinois prirent-ils l'habitude de dénommer le créateur des Ming plutôt par l'intitulé de l'ère correspondant à son règne. Pour tous, il devint donc dès lors Hongwu, et cette pratique fit d'autant plus école pour ses successeurs que le personnage occupe une place à la fois importante et singulière dans la longue série des héros chinois.

Il ne ressemblait à personne, et le sort ne l'avait pas épargné : son étonnant portrait, unique en son genre dans la tradition chinoise, reproduit en petits cercles fins et incisifs les marques laissées sur son visage par la variole. Les physiognomonistes y lisent toujours la marque infaillible et indélébile d'un grand destin : celui de Zhu Yuanzhang, un trompe-la-mort.

Il était le fils d'un ouvrier agricole de l'Anhui, province plutôt pauvre, entre fleuve Jaune et Yangzi, en cette région où se marque traditionnellement la partition entre Chine du Nord et Chine du Sud. À terre ingrate, vie dure en proportion. Mais le jeune garçon, heureusement pour lui, jouissait d'une bonne constitution : elle lui permit, disent ses hagiographes — mais la réalité ressemble souvent aux légendes sinistres —, de survivre à l'épidémie de peste (d'autres parlent de famine, et les deux ne sont pas contradictoires) qui emporta toute sa famille, l'année de ses dix-sept ans. Ne sachant où aller, il se fit moine pour assurer sa subsistance, fût-elle bien chiche.

Dur au travail et à l'inconfort, certes, mais adolescent et inculte, il avait peu de chances de se plaire dans un monastère, et encore moins de s'y tailler une situation enviable. Dès qu'il entendit parler de révolte, il rallia d'enthousiasme Guo Zixing et sa bande; au monastère, la fuite de l'étrange moinillon n'étonna personne.

Zhu Yuanzhang avait bien choisi sa voie. Comme on sait, il se montra si bon compagnon qu'il ne tarda pas à épouser la fille de son chef (1355); puis, lorsque la mort emporta ce dernier, il lui succéda. Cet avancement rapide peut surprendre; du moins prouve-t-il que le jeune homme savait s'imposer. De sa vie conventuelle, promptement abandonnée, il gardait une certaine disposition d'esprit: une réceptivité nouvellement acquise à des formes simples de spiritualité ainsi qu'aux messages messianiques. Peut-être cette teinture

religieuse avait-elle même ranimé dans son cœur le souvenir de sa mère, fille d'un chaman. Force physique, talent militaire et intérêt pour la magie : Zhu Yuanzhang, finalement, n'était pas si démuni qu'il le paraissait.

Son ascension, comme on peut l'imaginer, ne se fit pas sans difficulté, ni rivalités féroces. Mais, en 1363, il se trouvait maître, de fait, de tous les territoires du Jiangnan, entrés en sécession. En 1364, il se proclama roi de Wu et la situation redevint alors ce qu'elle était cent ans plus tôt : les Mongols régnaient au nord et la Chine du Sud constituait une sorte de zone libre. L'œuvre conquérante de Qubilai se trouvait anéantie et les Mongols voyaient maintenant grandir en face d'eux une puissance, anarchique en apparence, mais redoutable : non plus des lettrés et des grands propriétaires terriens pacifistes dans l'âme, mais des régiments entiers de paysans. Constitués en armée, ils espéraient de la reconquête ce que jamais la société chinoise ne leur accorderait dans son fonctionnement normal: du butin, des promesses de richesses en quantité et diverses formes de pouvoir. Pour ces gens-là, la révolution était bien réelle, là, à leur portée. Que leurs adversaires fussent des Mongols ne pouvait par ailleurs que leur rallier des partisans : des hommes issus de classes sociales supérieures qui, dans d'autres circonstances, ne leur auraient témoigné que du mépris et auraient cherché à les écraser.

En 1368, Zhu Yuanzhang prit Pékin et se fit proclamer empereur. Il n'aurait sans doute pas aimé que cela fût dit, mais les circonstances l'aidaient: l'heure des grands conquérants venus d'ailleurs était au reflux. En Asie centrale, Timūr (Tamerlan) poursuivait ses conquêtes (depuis 1365) et la Chine ne semblait pas l'intéresser. Les Mongols disparurent, beaucoup plus vite qu'ils n'étaient

venus, aspirés comme l'eau par la poussière des confins montagneux du nord-ouest. L'empire du Milieu se retrouva, après quatre-vingt-neuf ans – trois générations – d'une occupation étrangère mouvementée, entre des mains chinoises. Il faut bien reconnaître cependant que celles-ci n'étaient pas forcément du goût de tout le monde.

Zhu Yuanzhang – qu'il est plus commode d'appeler dès lors Hongwu - ne pouvait éluder un certain nombre de contradictions. Les deux principales touchaient, l'une à ses compagnons de route, l'autre aux lettrés. Hongwu régla la première en fonction des critères de la realpolitik. Jour après jour, tous ces hommes, toutes ces fraternités plus ou moins secrètes qui s'étaient ralliées à lui et lui avaient assuré la victoire, réclamaient maintenant leur part du succès. Il n'y avait que deux solutions : leur accorder ce qu'ils demandaient, ou se débarrasser d'eux. Sans doute faut-il verser au crédit politique de Hongwu le fait qu'il choisit plutôt la seconde solution. La haine le portait qui, pour une fois, fut bonne conseillère : nombre des groupes qui s'étaient montrés les plus efficaces contre les Mongols soutenaient en fait un autre candidat au trône. Hongwu, on s'en doute, ne leur pardonna pas : une fois de plus, et comme sous les Yuan, les sociétés secrètes du Lotus blanc et du Nuage blanc se retrouvèrent hors la loi (1370).

Les lettrés posaient un problème plus difficile. Ils incarnaient en principe l'essence même de la nation. Hongwu, pour sa part, leur reprochait – parfois avec quelque apparence de raison – de s'être laissé trop facilement mettre de côté par les Mongols et dénonçait volontiers chez eux un esprit « collaborateur » bien vivant. Désireux de respecter la tradition, il fit néanmoins des efforts louables pour s'attirer leurs bonnes grâces vacillantes.

Son premier geste d'empereur fut ainsi de revenir à Nankin vénérer la tablette de Confucius, tandis qu'une délégation, dépêchée à Qufu, au Shandong, allait s'incliner devant la tombe du sage et lui annoncer la bonne nouvelle. Et, pour bien montrer combien il respectait les usages, Hongwu ordonna (1369) que l'on rédigeât l'Histoire des Yuan : c'était une manière habile de déclarer la dynastie mongole définitivement défunte, tout en rendant aux lettrés l'un de leurs rôles essentiels – ce sont eux les gardiens de l'histoire nationale. Puis, l'année suivante, il rétablit les examens triennaux (1370) - en fait, ce qu'il pouvait rester d'un système qui n'avait vraiment fonctionné qu'au XIe siècle, malgré quelques tentatives avortées aux XIIIe et XIVe. Ensuite, il restaura les anciens titres de noblesse et, en 1373, proclama le nouveau code des Ming, largement inspiré du vénérable code des Tang. Enfin, en 1374, il fit construire à Oufu l'élégant et paisible temple de Confucius, qui existe encore. Vit-on jamais souverain mieux intentionné? Il ne comprit pas pourquoi on lui reprochait d'avoir, dans le même temps, fait couper en deux (1373) le lettré Gaogi qui, conformément à une tradition de remontrance constructive et morale réclamée de tous temps par les lettrés, s'était permis d'écrire des poésies où l'on sentait poindre quelques réticences.

VRAIS ET FAUX COMPLOTS

Les drames, développés dans un climat de haine inexpiable, qui opposèrent Hongwu à ces deux forces redoutables que représentaient ses anciens amis et les lettrés prirent un tour décisif en 1380, lorsqu'il laissa éclater sa fureur contre Hu Weiyong. Hu Weiyong était le chef d'un clan qui avait amplement aidé Hongwu dans son ascension et, en juste retour des choses, jouait dans l'État un rôle que l'empereur commençait à trouver abusif. Le faisant passer pour dangereux, l'accusant de collusion avec des partis étrangers, mongols et japonais, Hongwu lança un énorme procès qui mit en cause quinze mille personnes et aboutit, comme il l'avait prévu, à la condamnation et l'exécution de l'intéressé. L'empereur saisit aussi ce prétexte pour supprimer le premier des rouages de l'État, le Grand Secrétariat impérial, ce qui était une manière de renforcer son pouvoir en plaçant les six ministères sous son contrôle personnel direct. Cela ne s'était jamais fait et engageait une révolution : l'empereur eut, dès cet instant, un poids d'intervention et d'action tout à fait opposé au rôle « en creux » qui avait été, en principe, celui du souverain depuis les premiers siècles de l'Empire.

Les temps changeaient à coup sûr. On en revenait, aussi, aux pires pratiques des époques troublées. Hongwu, hanté par l'angoisse des complots déjoués et de ceux qui ne le seraient pas, semblait craindre d'innombrables menaces. Pour garantir sa sécurité, il créa une société de compagnons fidèles qui ferait écran entre lui et les autres : une nouvelle noblesse de « princes » de son sang qu'il apanagea (1390-1391), contre tous les usages de la fonction publique tels que les percevaient tant les légistes que les confucéens. Il ne s'en croyait pas moins toujours traqué, et les têtes tombaient. En 1393, toute une partie de la bonne société de Nankin perdit la vie sous inculpation de complot. Et même cela ne suffit pas. En

1396, Hongwu mit en cause le dernier personnage de l'État qui pouvait s'opposer à lui, puisque telle était officiellement sa fonction, garante de l'équité du gouvernement : ainsi, le censeur Wang Puo dut se suicider pour avoir osé, comme sa charge lui en faisait l'obligation, présenter à l'empereur ses remarques contradictoires.

Et pourtant, l'année précédente (1395), le même Hongwu, en bon père de famille, s'était appliqué à rédiger une exhortation morale en six points. La sagesse impériale s'y exprimait d'une manière jugée si lumineuse que, deux cent cinquante ans plus tard, les fondateurs de la dynastie suivante, celle des Qing, en reprirent les termes, ramenés à six obligations : 1. Respecter la piété filiale ; 2. Respecter ses supérieurs ; 3. Vivre en harmonie avec ses voisins ; 4. Éduquer ses enfants ; 5. Se montrer content de son sort ; 6. Ne rien faire de mal. Qui aurait pu trouver à y redire ?

LE VER EST DANS LE FRUIT

Mais il eut beau faire, le subtil équilibre, et même les joutes sans merci entre conservateurs et réformateurs qui avaient tant animé la vie politique sous les Song du Nord, n'étaient plus de mise, pas plus que les jeux complexes des *lobbies* sous les Song du Sud. Était-ce un effet lointain de la domination mongole? Hongwu ne put jamais se rallier en profondeur les lettrés qui restèrent toujours, même avec une déférence affichée, sur leur quant-à-soi. Il ne lui resta plus qu'à chercher appui auprès de ses amis

des heures héroïques, les moines bouddhistes. Mais les taoïstes s'en trouvèrent menacés d'autant. Le génie de Hongwu fut de trouver un point de relative stabilité au sein de tous ces déséquilibres. Mais pour qui donc travaillaient ces empereurs dont, par référence à des croyances mystiques populaires, le nom dynastique signifiait la « Lumière » ? Pour qui donc brillait cette lumière-là ?

Pas pour les lettrés : sous Hongwu, ils payèrent assurément un lourd tribut du sang. Pour les paysans, les simples artisans, les petits commerçants ? La vie leur restait dure, comme d'habitude, n'étaient ceux auxquels la révolution avait permis une ascension sociale inespérée, mais non trop voyante pour qu'elle ne fût pas jugée dangereuse. Les grands marchands, enfin, risquaient fort l'accusation de collaboration, à moins que leurs finances n'alimentent largement celles de l'État, les rendant ainsi indispensables. Hongwu faisait peur, et cette peur assurait son règne.

Il serait injuste, pourtant, de ne pas lui accorder quelques circonstances atténuantes : l'éventualité d'un danger mongol restait bien réelle, et nul brillant stratège n'aurait pu assurer, alors, que le repli mongol était définitif. Hongwu s'en montrait même si peu persuadé qu'il crut devoir lancer deux campagnes de poursuite et de nettoyage des frontières : l'une en haute Mongolie (1372), l'autre, seize ans plus tard (1388), dans le Gobi oriental. Contrairement aux poncifs d'une imagerie populaire chinoise revivifiée aujourd'hui par les guides touristiques, les Mongols ne désarmèrent pas et ne renoncèrent pas à leur conquête avant longtemps ; et, s'ils ne lancèrent, en fait, plus jamais d'opérations d'envergure, ils surent toujours montrer un talent particulier pour créer, au bon Le retour de la Chine aux Chinois : la dynastie des Ming

moment, d'incroyables désordres aux conséquences passablement désastreuses pour les Ming.

UN EMPIRE EN VOIE D'ÉCLATEMENT?

Il n'était pas exclu non plus que l'Empire se disloque : à l'instant précis où Hongwu s'engageait en Mongolie (1372), les minorités aborigènes des provinces du Sud (Guizhou, Guangxi, Guangdong) prenaient les armes contre les Chinois, qu'ils accusaient de dévaster leurs forêts. C'était effectivement l'époque où l'empereur lançait de grandes campagnes de constructions somptuaires, afin de doter son nouveau pouvoir de tous les attributs nécessaires : ces élégantes bâtisses administratives et cultuelles demandaient des quantités énormes d'un bois d'œuvre de qualité que l'on ne trouvait pas, ou plus, dans les provinces centrales.

Lorsque Hongwu mourut, en 1398, peu de ses sujets, proches ou lointains, le pleurèrent. Mais la question n'entrait pas en ligne de compte, pas plus que ne pesait dès lors l'avis des moralistes et des censeurs. Quelque chose avait déjà changé dans la nature du pouvoir : il tendait vers l'absolutisme.

PÉKIN CAPITALE: UN CHANGEMENT D'AXE

Le successeur de Hongwu, l'un de ses petits-fils, Jianwen, ne régna que trois ans (1399-1402), mais il eut le

temps de suggérer un changement notoire : que l'on donnât un nouvel axe à l'Empire.

L'ancien suivait le fleuve Jaune, les deux capitales (Chang'an à l'ouest et Luoyang à l'est) se faisant contrepoids, comme les deux plateaux d'une balance. Jianwen commença d'inverser la donne : l'axe de l'Empire serait maintenant nord-sud, entre Pékin et Nankin, comme les deux pointes de l'aiguille d'une boussole.

La boussole

« La première mention de l'application de la boussole à la navigation se trouve dans le *Ping shu ketan*, ouvrage composé sous les Song, dans les premières années du XII° siècle, par Zhu Yu, originaire de Huzhou, dans le Zhejiang... Son père était gouverneur de Canton...; il raconte ce qui s'y passait quand son père y séjournait (1101-1103?): "Par temps clair, le capitaine se rend compte de la position du navire, la nuit en regardant les étoiles, le jour d'après le soleil; par temps couvert, il regarde l'aiguille qui montre le Sud. En haute mer, il ne tombe pas de pluie; s'il pleut, c'est que la terre est proche." »

Li Shuhua, « Première mention de l'application de la boussole à la navigation », in *Oriens extremus*, 1, 1954, 1, p. 6-7.

Il traduisait ainsi, sur le plan administratif, une réalité économique évidente depuis les Song : la prospérité de la Chine du Nord dépendait trop des apports de la Chine du Sud pour qu'il soit possible de dissocier les deux ; régner seulement sur le fleuve Jaune revenait à gérer la pénurie. Les Mongols, conscients ou non des énormes enjeux matériels qui entraient en ligne de compte, avaient été les premiers à appliquer ouvertement cette politique.

Les arguments parlant en faveur du choix de Pékin pour capitale, cependant, traduisaient aussi les inconvénients d'une fixation en un tel site, dont l'avantage, mais aussi le défaut majeur, était sa situation si loin du centre géographique de l'Empire. Il fallut un bon quart de siècle pour que Pékin gagnât définitivement ses galons. Un principe, cependant, demeurait et finit par faire pencher la balance : la capitale devait étaler sa grandeur aux yeux d'un voisinage d'où venaient tous les dangers. Tel avait été autrefois le rôle de Chang'an, au carrefour des routes menant vers l'Asie centrale, le Tibet et même – à travers le Sichuan – le Yunnan et la Birmanie. Au début du xve siècle, c'était au nord que se situait la menace. En 1409, Yongle, un autre petit-fils de Hongwu, trancha : il choisit définitivement, et exclusivement, Pékin pour capitale.

L'EMPEREUR YONGLE

Deux raisons – au moins – plus personnelles vinrent orienter aussi sa décision. La première est qu'il eut beaucoup de mal à se faire reconnaître comme héritier présomptif, la seconde qu'il n'enleva, à la mort de son grandpère, le titre d'empereur que par la force, et dans les cendres de Nankin mise à feu et à sang (1403) pour détruire ses compétiteurs et prouver sa détermination. Les événements prirent même un temps une tournure catastro-

phique: les Mongols, que galvanisaient les conquêtes de Tamerlan, regardaient avec intérêt leurs vainqueurs d'hier s'entre-tuer et commençaient à croire que la chance leur souriait à nouveau. Mais Tamerlan mourut (1405 ou 1406) et, son empire aussitôt disloqué, l'Asie centrale redevint aux yeux des Chinois, comme deux cents ans plus tôt, une zone presque vide d'habitants: aucun pouvoir n'y était capable de leur porter ombrage. Pour assurer les frontières anciennes de l'Empire, Yongle lança deux nouvelles campagnes contre la Mongolie en 1410 et 1411 (entre-temps, il avait occupé l'Annam en 1407). Combats incertains, si un autre Qubilai s'était dressé devant lui. Mais tel ne fut pas le cas, et Yongle put enfin s'occuper de politique intérieure: de toute urgence!

Tout allait à vau-l'eau : les sacrifices impériaux traditionnels n'étaient plus correctement accomplis, ce que la classe historiciste des lettrés voyait fort mal; les parents ne savaient plus quelle éducation donner à leurs enfants; et le complexe réseau arachnéen de canaux assurant le transport des marchandises de Chine du Sud vers la Chine du Nord ne fonctionnait pratiquement plus, faute d'un entretien abandonné depuis longtemps. Les historiens, suivant en cela les accusations des Chinois, en imputent généralement la faute aux Mongols. La réalité est sans doute plus nuancée : un tel ensemble demande une perpétuelle activité de nettoyage, de désensablement, d'aménagement des berges, tous travaux rarement et difficilement effectués en période trouble. La masse des pondéreux qui devaient transiter par bateaux voyageait donc par cabotage au long des côtes chinoises. C'était une aubaine pour les pirates de tous poils et de toutes nationalités qui écumaient la mer et s'engraissaient au

passage. Quand, enfin, Yongle comprit l'ampleur du désastre, il édicta des mesures draconiennes accordant une priorité absolue (1411-1415) à la remise en état des canaux. Tous les problèmes ne se trouvaient pas réglés pour autant : le Grand Canal était à peine réouvert que des hauts fonctionnaires s'inquiétaient du prix des transports, dénonçaient le coût fabuleux de l'approvisionnement de Pékin (1418) et proposaient de ramener la cour dans le Sud, tout comme les services centraux du gouvernement.

Pendant ce temps, et comme l'avait fait Qubilai, Yongle s'attaquait à la réforme de l'administration, c'est-à-dire d'abord au choix de la doctrine qui en fixait les grilles. Il élut la philosophie de Zhu Xi, ce qui marqua un retour en grâce des lettrés que Hongwu avait tant malmenés, et qui trouvèrent là l'occasion éclatante de démontrer à quel point ils étaient indispensables. Le souverain s'était déjà engagé sur cette voie plusieurs années auparavant, lorsqu'il avait lancé en 1403 la compilation d'un vaste dictionnaire du savoir national. Les lettrés travaillèrent d'arrache-pied, au point que le Grand dictionnaire de l'ère Yongle (Yongle dadian) fut composé en quatre ans seulement. Achevé en 1407, il se présentait, de fait, comme un énorme florilège de textes anciens. Malgré ses imperfections, dues à l'urgence qui avait présidé à sa rédaction, il devait demeurer pendant trois cents ans - jusqu'au XVIIIe siècle - la référence, le corpus par excellence de l'héritage littéraire chinois. Cela, Yongle, bien sûr, ne pouvait le savoir ; mais, à coup sûr, c'est dans ce but qu'il avait œuvré. Et, pour couronner conformément aux rites anciens, attestés par les textes, ce retour à la bonne tradition, il fit construire à Pékin un temple du Ciel (1420), puis un autre, le temple

de l'Agriculture (1422); à chaque saison, il y communiquait avec les forces de la Nature. Le Ciel, pourtant, ne montra pas grande reconnaissance. Deux ans plus tard (1424), Yongle mourut, alors qu'il inspectait des troupes de l'armée impériale lancées dans une opération de police à la poursuite des partis mongols qui, une fois de plus, ravageaient le nord du Shaanxi et du Hebei. Aussitôt, on se remit, à la cour, à parler du transfert de la capitale à Nankin.

Étrange personnage que cet empereur dont le commerce des porcelaines au séduisant décor « bleu-etblanc » a glorifié le nom dans le monde entier. L'année même où s'achevait le Grand dictionnaire (1407), en plein renouveau confucéen, il montra un intérêt tout aussi vif pour le bouddhisme en général, et pour celui du Tibet en particulier. Les laïques d'obédience confucéenne, tout comme les partisans d'un bouddhisme national, virent d'un très mauvais œil ce qui leur parut être l'éviction des religieux chinois - au vêtement jaune ou gris - au profit des moines tibétains - à la robe rouge sombre. Affaire de sensibilité personnelle ? ou bien les Mongols, indéniablement vaincus sur le terrain politique et militaire, auraient-ils finalement gagné sur un autre plan? Laissant ainsi au cœur d'un empereur les germes de leur propre pensée cosmogonique, n'avaient-ils pas, d'une certaine manière, changé les Chinois au moins autant que ceux-ci les avaient eux-mêmes transformés?

Est-ce l'inachèvement apparent de la délicate synthèse culturelle qui s'opérait en lui ? Les historiens imputent à Yongle, non sans arguments, un certain manque de clairvoyance et une réelle inconséquence administrative. Ces accusations prennent d'autant plus de poids que le

gouvernement des Ming tendit régulièrement vers davantage d'autocratie. La plus grave – avoir redonné aux eunuques un pouvoir que les Song leur avaient légitimement fait perdre – repose sur une réalité : à partir de 1420, quatre ans avant sa mort, Yongle donna effectivement des charges à des eunuques. Même s'il s'agissait d'hommes compétents, il faut bien avouer qu'aux yeux des lettrés d'obédience confucéenne la réunion, autour d'un même empereur, de « moines rouges » tibétains et d'administrateurs eunuques créait une atmosphère étrange qui avait de quoi faire peur.

Yongle, pourtant, n'était pas seulement un autocrate aux lubies plus ou moins bien inspirées; il ne se montrait pas insensible à la misère humaine, et savait exprimer à l'occasion la compassion seyant à tout bon souverain. L'histoire officielle, telle qu'on l'enseigna aux enfants jusqu'au début du xxe siècle, montrait ainsi Yongle voyageant à travers l'Empire. Un jour, en 1421, il vit des paysans occupés à ramasser des herbes sauvages, car ils n'avaient plus rien d'autre à manger. Yongle comprit alors pourquoi il devait rouvrir, puis entretenir régulièrement, les « greniers d'équité » ou « greniers régulateurs », ce qui fut fait. L'institution remontait aux Han. Il s'agissait de réserves de céréales que l'État achetait en période de prix bas pour les remettre sur le marché au moment des hausses et réguler ainsi la courbe des prix. Dans les instants les plus graves, en cas de disette, l'administration pouvait aussi décider la distribution pure et simple de grain aux plus démunis. On ne compte pas, cependant, le nombre de gouvernements qui négligèrent de remplir les greniers ou qui en détournèrent l'usage, y plongeant sans vergogne pour payer les fonctionnaires et

Histoire de la Chine

les soldats (rétribués en nature), quand il n'y avait plus assez d'argent dans les caisses pour acheter du grain à distribuer ou bien quand l'impôt (en céréales et rouleaux de soie) avait été détourné au passage par les percepteurs et administrations locales. En ce cas, si la famine survenait, il ne restait plus rien à donner aux pauvres. Il paraît bien difficile, donc, de savoir en quelle mesure la compassion dont l'imagerie officielle gratifie Yongle eut quelque efficacité propre à ramener vers le pouvoir tous ceux que les eunuques et les « bonzes rouges » faisaient fuir.

LE TOUR DU MONDE À L'ENVERS

Il est aisé et fascinant de refaire le monde longtemps après les événements pris en compte. Que serait-il advenu, par exemple, si un Chinois avait doublé le cap de Bonne-Espérance avant Vasco de Gama, et en suivant la route inverse ? Si les « grandes découvertes » s'étaient faites à l'envers ? De bonnes raisons techniques appuient l'hypothèse : les découvertes archéologiques actuelles prouvent que les vaisseaux ibériques se trouvaient peut-être désormais les plus rapides et les meilleurs, mais en aucun cas les seuls à pouvoir soutenir les courses hauturières. Reste la question des hommes. Or, au début du xve siècle, l'un d'entre eux, au moins, nourrissait en Chine des rêves de grande aventure. C'est une histoire curieuse, unique par sa réussite, et pourtant caractéristique des voies complexes, et à nos yeux imprévisibles,

par lesquelles se faisait, au sein de l'Empire, une certaine intégration des étrangers.

Il s'agit d'un jeune Ma, musulman de bonne souche, comme l'indique son patronyme, et dont le père jouissait du respect de son entourage car il avait fait le pèlerinage de La Mecque. La famille vivait au Yunnan, carrefour que l'on sait entre Asie du Nord, Asie du Sud, Inde, Chine et Tibet. Les richesses naturelles et la situation géographique de la région expliquent la présence chinoise que tout gouvernement fort veut y affirmer à longueur de dynastie : rien d'étonnant, donc, à ce qu'en 1382 Hongwu ait reconquis la province. Restait pour le jeune Ma (né en 1371) à trouver une situation d'avenir. dans un contexte différent de celui des Yuan, moins propice sans doute au commerce. La famille Ma fit du jeune adolescent un eunuque, ce qui lui permettrait d'entrer dans un harem princier et de commencer ainsi une carrière, si modeste fût-elle, à l'ombre des grands de ce monde. Le vieux père Ma eut le nez creux : il aida la rébellion et s'attacha à la fortune de l'homme qui, plus tard, allait devenir l'empereur Yongle.

Comme le jeune Ma était doué, il quitta bien vite les emplois domestiques – par ailleurs lucratifs – et s'éleva à des postes militaires importants; puis il fut nommé amiral de la flotte du Sud-Est. En même temps, il recevait de l'empereur (1404) un nouveau nom à consonance bien chinoise, Zheng He, sous lequel il devint célèbre et projetait de grandes expéditions vers les mers du Sud. Yongle lui accordait soutien moral et financier. De 1405 (date du départ de la première expédition) à 1422 (date du retour de la sixième), il explora ainsi les côtes de l'Insulinde, de l'Inde du Sud, de l'Arabie et du Mozambique; et ce fut

lui qui, dit-on, découvrit l'opium au long de son odyssée. Yongle mourut en 1424, mais Xuande (reg. 1425-1435) lui renouvela sa confiance et Zheng He fit une septième expédition qui le ramena à Aden et Djeddah: à sa manière, voici qu'il faisait, comme son père, le pèlerinage de La Mecque.

Il était temps : lorsqu'il rentra, le vent politique avait changé, à moins que Zheng He ne tombât victime de son propre succès. La vogue des grandes expéditions était passée et le pouvoir ne voulait plus en entendre parler. Les politiques, pourtant, lui rendaient hommage : oui, ses périples avaient permis à la Chine d'intervenir ici et là à Ceylan, à Sumatra - mais, au fil des années, le gouvernement mesurait mieux le caractère éphémère de ces interventions qui, pour être rentables, impliquaient un suivi constant et ruineux. Les passages de Zheng He, sur son vaisseau amiral, à la tête d'une flotte portant plus de vingt mille hommes n'avaient pas empêché les peuples du delta du fleuve Rouge (la région d'Hanoi) de chasser les Chinois (1428), et cette fois d'une manière particulièrement cuisante qui laissait mal augurer d'un éventuel retour impérial. Les spécialistes des Finances dénonçaient par ailleurs le caractère, à leurs yeux pernicieux, des tentations de l'exotisme : des bourgeois pusillanimes s'arrachaient à prix d'or tous les produits qu'il rapportait et la bonne monnaie chinoise fuyait ainsi à l'étranger. Quant aux pères-la-morale, ils dénonçaient l'influence délétère de la consommation effrénée. D'ailleurs, tout ce que la terre pouvait porter de bon et d'utile ne se trouvait-il pas déjà en Chine? De plus, engager les frais d'une grande campagne de découverte maritime, c'était retirer autant d'argent à l'entretien des canaux, des digues, des greniers pour les pauvres, ou encore au bon équipement de l'armée : autant dire lâcher la proie pour une ombre séduisante et dangereuse.

Un tel état d'esprit peut, avec raison, être porté au compte d'une mentalité étriquée, prônant une politique de repli quelque peu grincheuse. Avec le recul, il est permis, aussi, de s'interroger: ni Yongle (reg. 1403-1425), ni Xuande (reg. 1425-1435), ni Zhengtong (reg. 1436-1450) ne purent envisager avec quelque apparence de raison la disparition complète et définitive de la menace mongole. Celle-ci se fit même particulièrement pressante pendant dix ans et culmina au long d'un épisode rocambolesque, l'incident de Tumu (1449).

DÉJÀ LE DÉBUT DE LA FIN?

Tumu est le nom d'une forteresse située au nord de la province du Hebei. Depuis Yongle, qui avait incontestablement porté des coups très rudes aux Mongols, la garnison chinoise s'y tenait très bien, dans une sécurité qui ne semblait pas menacée. C'est peut-être là le nœud de l'affaire. Rien n'obligeait les Chinois, en ce point précis, à montrer autre chose qu'une vigilance suivie et affirmée. Yingzong, cependant, nourrissait l'ambition de se montrer à la hauteur de Yongle, son ancêtre vénéré; autour de lui s'agitait aussi un groupe de militaires tout autant désireux de prouver leur bravoure, comme le général eunuque Wang Zhen, qui voulait laisser trace de son nom dans les Histoires dynastiques. Ainsi commença

l'aventure : Yingzong gagna la forteresse de Tumu face aux Mongols Oirats et, sans se contenter de les observer des remparts, se lanca dans une sortie et engagea bataille à la légère. Ainsi pourrait se résumer le début de l'opération, en ajoutant toutefois que cette légèreté-là s'appuyait sur une solide intendance: 800 000 armes et des provisions de bouche pour un mois avaient été préalablement réunies. L'affaire était rien moins qu'improvisée, même si son intérêt tactique et politique paraissait des plus hasardeux. En fait, personne, du côté chinois, ne songeait sans doute à faire la guerre sérieusement; l'empereur courait après la gloire et ses généraux se portaient des coups bas, chacun conservant l'espoir d'être le seul grand et valeureux vainqueur des Mongols. Le résultat ne se fit pas attendre: non seulement les Mongols gagnèrent la bataille, mais ils enlevèrent l'empereur. Ils ne le relâchèrent que l'année suivante et n'acceptèrent qu'en 1453 la paix que les Ming leur proposaient.

Le piteux incident pouvait paraître clos; or, il n'en était rien. Pendant la captivité de Yingzong, en effet, des voix véhémentes s'étaient élevées à la cour pour qu'on le remplaçât. Ce qui fut fait. Quand Yingzong revint, il trouva donc le trône occupé, et même la paix de 1453 ne changea rien à la situation. Pire : de 1457 à 1464, son rival déclara officiellement qu'il ne lui rendrait pas sa place. En fait, et comme toujours en période de fragilité dynastique, deux factions rivalisaient à couteaux tirés en se servant des deux figures impériales possibles : les lois de succession laissaient toujours, au sein de la même famille dynastique et même en respectant la succession des générations, une part importante à l'improvisation selon les circonstances. Ainsi, avec l'incident de Tumu,

les Mongols n'avaient certes pas reconquis la Chine, mais ils avaient gagné bien plus qu'une simple bataille : ils avaient mis le doigt sur les faiblesses du régime des Ming, qui péchait essentiellement par manque de règles administratives claires et souffrait du vent d'absolutisme que Hongwu, le fondateur, avait tant contribué à faire lever.

C'est dans cette atmosphère de luttes acharnées que se mirent en place, au service d'un parti ou d'un autre, d'inquiétants réseaux politiques d'espionnage et de police, largement manipulés, comme les souverains, par les eunuques. En l'espace d'un demi-siècle, tout se passa comme si les empereurs se retiraient eux-mêmes du pouvoir.

Wuzong, par exemple, dont le règne commença en 1505, aimait comme un père Liu Jin, l'eunuque qui l'avait élevé depuis sa naissance. Il s'en remettait à lui pour tout et lui laissait toute initiative. L'affaire se termina par l'éviction sanglante de Liu Jin: un puissant clan, les Yang, et un général devenu célèbre pour ses travaux de philosophie, Wang Yangming, qui leur était apparenté, évincèrent l'intrus, sans pour autant rendre au souverain, théoriquement autocrate et absolu, un goût du pouvoir qu'il n'avait pas. Le *lobby* des Yang supplanta un moment celui des eunuques, voilà tout.

Les mêmes causes produisaient régulièrement les mêmes effets. Ainsi l'empereur Jiajing (reg. 1522-1566) passa-t-il sa vie moins à gouverner qu'à chercher, auprès de ses maîtres taoïstes, la drogue d'immortalité. Ils lui prescrivaient des pilules et des élixirs à base de cinabre (sulfure de mercure) et de plomb, autant de produits qui durent notablement raccourcir sa vie, tout comme celle

des dames du harem préposées à l'essai des nouveaux « médicaments ».

Sous le règne de Wanli (1573-1620), la situation, malgré les apparences de la bienséance, empira. Le « cabinet » (neige), dont le rôle était à l'époque celui d'une chancellerie, prit en main les affaires de l'État. Mais il était partagé entre des cliques qui s'affrontaient : terribles jeux de rôles grandeur nature avec pour enjeu des parts plus ou moins grandes de pouvoir et les bénéfices que

celui-ci permettait.

Étrange atmosphère que celle de cette cour présentant des caractères de « fin de dynastie », alors même qu'elle existait à peine depuis deux ou trois générations et ne s'était certes montrée avare ni de dynamisme, ni de goût pour les réformes. Parmi ces dernières, la plus célèbre – et la plus controversée aussi – fut celle du « coup de fouet unique » (yitiao bianfa): une refonte des divers impôts directs en un seul, versé non plus en nature, mais théoriquement en argent liquide. Les historiens chinois contemporains y voit l'un des événements majeurs des Temps modernes, traduisant en termes fiscaux et institutionnels le passage de la Chine à une économie monétaire généralisée.

Et pourtant, les Ming croulèrent dès le milieu du xvi siècle sous les difficultés financières et, s'ils durèrent longtemps – deux cent soixante-seize ans –, c'est que l'essentiel de la vie nationale évoluait maintenant hors des sphères étroites de la capitale et de la cour. Les régions vivaient leur vie, selon un schéma bien visible encore aujourd'hui, dans un contexte totalement différent et en fonction de pressions du monde étranger dont, de Pékin, on ne pouvait sans doute avoir l'idée.

À partir de 1570, en Chine maritime du Sud-Est (Fujian et Guangdong), le contrôle économique de l'État n'était plus qu'un lointain souvenir. Les marchés locaux développaient une économie libre, auquel l'apport de nouvelles liquidités donnait une vigueur sans précédent : en un seul vaisseau, les Espagnols apportaient de Manille autant de lingots d'argent qu'on émettait annuellement de métal-monnaie dans toute la Chine. Et, en 1613, la province du Fujian tirait les deux tiers de ses revenus des taxes douanières imposées aux navires étrangers qui hantaient ses côtes. Une prospérité fragile, cependant : dix ans plus tard, le poids excessif des impôts et l'arrivée de nouveaux venus plein d'appétit – les Hollandais, peu respectueux, par définition, d'un état de fait accepté par les Espagnols - conduisaient à un affaissement brutal des rentrées.

14

LA DYNASTIE DES QING

Pékin, investi le 23 avril 1644, tomba deux jours après, le 25 avril. Plus jamais les choses ne seraient comme avant. Certes, la ville garderait son rang de capitale, mais sous une dynastie étrangère. (Bien plus tard, au début du xxe siècle, l'État et Pékin revinrent enfin en des mains chinoises; mais l'Empire avait cédé devant la République et celle-ci, dans un premier temps, s'installait au sud, à Nankin.)

Le 25 avril 1644, donc, les murailles de la ville, puis celles du palais, s'ouvrirent. Le rebelle Li Zicheng s'y engouffra en terrible vainqueur et la traque finale commença. L'empereur Chongzhen (régnant depuis 1626), délogé de ses appartements, balayé de cour en cour, poursuivi d'un bâtiment à l'autre, tourna pour toujours le dos au Midi – le face-à-face normal d'un souverain en place. Il finit par se trouver devant la porte nord; au-delà, ce n'était plus le palais. Des fidèles ouvrirent les vantaux imposants, et Chongzhen courut encore, droit devant lui,

jusqu'à la colline des Panoramas qui s'élevait à quelques enjambées, avec son habillage de belvédères et de loggias bucoliques, conçus pour le repos du corps et des yeux. D'une traite, il monta jusqu'en haut, protégé sur ses arrières par une ultime escorte de cavaliers ; mais les troupes de Li Zicheng commençaient à cerner les lieux. D'espoir, il n'y en avait plus, pas davantage ici qu'ailleurs. L'empereur vit en bas les flammes dévorer déjà les palais de bois rare, tandis que les rebelles brisaient les élégantes balustrades et pillaient le mobilier. Le père Adam Schall (1591-1666), l'un des rares témoins occidentaux de la fin des Ming, raconte que tout à coup Chongzhen, contre toute attente, revint sur ses pas, dévalant la colline : il n'était pas sûr que ses enfants aient pu le suivre. Comme une ombre, il se glissa de nouveau dans le palais, au risque de se faire prendre. Alors seulement, n'y trouvant pas ses trois fils et vaguement rassuré, il se faufila derechef hors les murs et remonta sur son promontoire qui ressemblait maintenant à un gibet : ses familiers ne l'avaient pas attendu pour en finir. À mesure qu'il gravissait la pente, il se heurtait à leurs cadavres. Que faire, sinon les suivre? Chongzhen s'y prépara, presque méthodiquement, envoyant prier Li Zicheng de bien vouloir épargner les femmes et les enfants du harem et d'enterrer les morts décemment. Puis, enfin, lui, le dernier des Ming, se passa la corde au cou.

Ainsi finit la dynastie fondée par Zhu Yuanzhang, après deux cent soixante-seize ans d'existence répartis en seize règnes. Assurément, les Ming avaient perdu la confiance du Ciel et ne maîtrisaient plus rien de ce qui se passait dans le pays; mais ils demeurèrent, jusqu'à l'autodestruction finale, fidèles aux rites nationaux et à

l'indéniable grandeur dont ceux-ci parent les comportements les plus désespérés, voire les plus irrationnels. Les chefs mandchous, qui reprirent le flambeau dynastique – et prirent soin, étonnante et suprême élégance, d'enterrer Chongzhen près de la tombe de la femme qu'il avait le plus aimée –, ne manquèrent jamais de rendre hommage, sur ce plan, à la lignée évanouie. Beaux joueurs et victorieux : à la fin du mois d'avril 1644, il n'y avait plus d'empereur.

Cela ne voulait pas dire pour autant que la dynastie avait définitivement disparu. Certes, Li Zicheng le rebelle tenait la capitale, mais on avait déjà expérimenté, par exemple sous les Tang, puis sous les Song, que les pires situations pouvaient s'inverser : un repli stratégique, suivi d'un retour en force de la famille régnante en difficulté, était toujours possible ; et les hommes politiques manquaient rarement, en ce cas, ae trouver un héritier « légitime » au moment opportun.

UN JEU À TROIS

La situation de Li Zicheng semblait par ailleurs d'autant plus précaire qu'un champion dûment mandaté par l'empereur à peine défunt pouvait se dresser devant lui. Il s'appelait Wu Sangui. C'était un homme originaire du Liaodong, de ces terres du Nord où prospéraient les Mandchous. Et c'est précisément pour empêcher leur expansion que l'empereur Chongzhen l'avait, quelques années auparavant, nommé adjoint au gouverneur militaire

de la province. La mission de Wu consistait à boucler la passe de Shanhaiguan, verrou de la Chine du Nord : la Grande Muraille y rejoint la côte et tombe dans la mer. En fait, Wu Sangui, prudent, s'était surtout contenté d'attendre, et le hasard le servait : en 1643, l'année précédente, Abahai, le chef des Mandchous, était mort inopinément. Depuis, la province semblait calme. Ainsi, Wu Sangui avait de la chance : devant Pékin en cendres, ce général victorieux sans coup férir et par le seul effet du sort pouvait, aux yeux de beaucoup, paraître mieux qu'aucun autre apte à défendre ou même à incarner une forme de pouvoir, voire de légitimité.

En cet été 1644, il y avait donc, en Chine du Nord, trois forces en présence : Li Zicheng, appuyé par une masse de petits propriétaires et de lettrés sans fortune – au-delà des troubles perçus comme une fatale nécessité, ils aspiraient d'abord et surtout à une prospérité que les Ming ne leur avait pas accordée ; en face de Li Zicheng se dressait Wu

Sangui et ses troupes; enfin, les Mandchous.

Ces derniers se montraient, depuis la mort d'Abahai, très occupés au règlement de sa succession. Mais il y avait fort à parier que, celle-ci une fois réglée, ils réapparaîtraient, aussi remuants qu'avant. Et c'est bien ce qui se passa, à partir d'octobre 1644 : le choix des Mandchous venait de se porter enfin sur un héritier, un enfant de six ans, nommé Fulin, que l'on flanqua de deux régents, dont un certain Dorgon (1612-1650), connu pour son tempérament de feu.

Aucune de ces bêtes de guerre, cependant – ni Li Zicheng, ni Wu Sangui, ni Dorgon –, n'avait en ce moment précis, et à lui seul, le pouvoir de dominer rapidement l'ensemble de la Chine. Et si chacun en portait,

consciemment ou non, le projet, il fallait, pour gagner ce grand enjeu-là, conclure une alliance. Par la force des choses, celle-ci ferait inexorablement prévaloir le parti de la rébellion antidynastique : ni Li Zicheng, ni Dorgon ne rappelleraient les Ming, malgré la restauration que tentaient à Nankin des princes de la dynastie malmenée. Et Wu Sangui comprit vite qu'il ne pouvait rien sans allié mais que, s'il en choisissait un, celui-ci l'entraînerait inéluctablement dans l'illégalité. Il n'importait donc plus de savoir si l'on agissait pour ou contre les Ming; il lui fallait en revanche décider s'il choisissait la cause mand-choue ou fondait avec Li Zicheng un grand parti chinois.

La possibilité de contrer les Mandchous existait bel et bien, à condition de réaliser, justement, une alliance « naturelle » et nationale : celle des deux Chinois, Wu Sangui et Li Zicheng. Il se trouvait malheureusement que, pour accélérer un appui qu'il réclamait comme un dû, le second avait eu la mauvaise idée de prendre en otage le père du premier. Pis : Li Zicheng avait enlevé Chen Yuanyuan, la dame de cœur de Wu Sangui, et, plus ennuyeux encore, dans le seul but de l'offrir à l'un de ses simples lieutenants. La gravité de l'affront eut tôt fait de rendre Wu Sangui oublieux des menaces qui pesaient tant sur l'Empire que sur son père. Il se lança furieux contre les troupes de Li Zicheng, sans trop savoir, sans doute, à quelle forte partie il avait affaire. Il y rencontra une résistance à laquelle il ne s'attendait pas et se trouva vite réduit en mauvaise posture. Il chercha de l'aide, n'en trouva pas et finit par appeler à la rescousse le seul chef de guerre capable de l'aider : celui qui campait précisément devant les murs de Shanhaiguan, Dorgon, dont Wu Sangui devait, en principe, empêcher toute entrée dans la Grande Plaine. Les jeux étaient faits : la partie se réglerait à mort entre les deux Chinois. Li Zicheng, de son côté, ne retarda pas davantage l'exécution du père de Wu Sangui. Et plus encore que la brutalité du maître-chanteur, les moralistes dénoncèrent la scandaleuse légèreté du fils, parricide par inconséquence.

Le vrai vainqueur, dans l'affaire, ce fut Dorgon qui, plantant là Wu Sangui, vint à bout de Li Zicheng : il commença par lui infliger une lourde défaite dans l'immédiat et à Shanhaiguan même. Puis il le suivit à Pékin, où Li Zicheng croyait pouvoir s'autoproclamer empereur. Pour peu de temps : le 3 juin, Dorgon arrivait, incendiait le palais, ou ce qui en restait. Li Zicheng quitta précipitamment la ville pour gagner Xi'an, mais Dorgon le suivit encore (1645), et Li Zicheng reprit la route. Il erra quelque temps entre Hubei et Hunan, où l'attendait, en fin de course, le destin habituel des révoltés : deux paysans loyalistes le reconnurent, le tuèrent et le décapitèrent.

Il y avait beau temps, cependant, que les Mandchous étaient entrés dans Pékin. Ils s'y targuèrent avec une satisfaction évidente de ne rien devoir à Wu Sangui, mais de n'avoir rien tenté non plus contre la personne physique des empereurs Ming. Mieux : pour avoir chassé Li Zicheng, ils se posaient en champions de la légitimité impériale, en restaurateurs de l'ordre face au chaos. Ce rôle-là, ils le jouèrent également en province. Au Sichuan, ils vinrent rapidement à bout (1646) de Zhang Xianzhong, autre rebelle au programme social beaucoup plus radical que celui de Li Zicheng : il appelait à la haine de classes avec, pour premier but, l'assassinat des riches et des fonctionnaires. Dans ce jeu-là, les Mandchous n'avaient pas forcément le mauvais rôle.

Pendant deux siècles, devenus maîtres de l'Empire, ils se serviront très habilement de cet enchaînement des faits : ils prétendirent toujours détenir une véritable légitimité pour avoir été fidèles aux Ming dont la chute n'incombait, en fin de compte, qu'à des rebelles chinois peu recommandables. Belle histoire linéaire, débarrassée de ses scories et de tous ses possibles, pour asseoir confortablement le nouveau pouvoir. Belle histoire qui cache aussi la brutalité d'une occupation usant largement de la terreur : en 1645, les Mandchous donnèrent l'ordre à toute la population mâle de l'Empire de revêtir l'habit mandchou. Ordre, aussi, de se raser la tête, ne gardant qu'une touffe de longs cheveux tressés pendant dans le dos – les Anglais la dénommeraient plus tard, sans aménité, la « queue de cochon » (pigtail), et le terme finirait par passer dans l'usage.

Chignon ou natte?

« En imposant aux Chinois, sous peine de mort (1645), le port de la natte..., les Mandchous ne faisaient que sanctionner officiellement un usage appliqué depuis des siècles par les conquérants barbares qui avaient régné sur les populations chinoises du Nord...

Le port de la natte est mentionné chez les Turcs dès l'année 646, dans un texte qui montre aussi comment, tout comme les Chinois changeaient de costume et de coiffure lorsqu'ils passaient sous la domination des barbares du Nord, ceux-ci adoptaient de leur côté coiffure et costume chinois pour témoigner de leur soumission à la Chine...

[En 1645]..., la résistance à cette mesure fut vive... La piété filiale prescrit de garder intact ce qu'on a reçu de

ses ancêtres... On consacrait des tombes aux cheveux coupés... Un témoin oculaire, le père Martini, rapporte qu'à Shaoxing (Zhejiang), en 1646, la population était prête à se soumettre aux Mandchous, lorsqu'on eut vent de l'ordre de se couper les cheveux : aussitôt, tout le monde courut aux armes...

... La résistance à la natte resta vivace à travers toute l'époque mandchoue ; et, au milieu du XIX° siècle, quand les Taiping... se soulevèrent contre les Qing, ils déclarèrent dans une de leurs premières proclamations que l'usage de la natte transformait les Chinois en animaux... Mais les masses s'y étaient faites peu à peu. En 1911, dès la chute des Qing, les autorités républicaines donnèrent l'ordre de couper les tresses ; les éléments avancés s'exécutèrent volontiers, mais il y eut des résistances dans le peuple... En 1912, les quatre cinquièmes de la population de Pékin portaient encore le *pig tail*. En 1920, quand j'étais à Pékin, on n'en voyait plus qu'aux Mandchous et à quelques vieux impérialistes. »

Paul Demiéville, Le Concile de Lhassa, Paris, Imprimerie

nationale de France, 1952, p. 207-212.

« En Chine comme ailleurs, la chevelure avait été très anciennement associée au cerveau qui, lui-même, assurait le maintien de l'âme dans le corps. Tant que l'individu restait un petit enfant, celle-ci risquait de s'échapper par la fontanelle ouverte. Un bon moyen d'y remédier fut donc de nouer les cheveux en chignon au sommet de la tête, non seulement chez les enfants, mais chez les hommes comme chez les femmes. Et les cheveux défaits devinrent la marque du deuil : on les dénouait précisément pour marquer le passage d'une âme de ce monde à l'autre. »

Cf. Ogata Toru, « Hihatsu ko. Kami katachi to reikon no kanren ni tsuite [Les cheveux défaits. Sur les rapports entre

coiffure et âme], in Toho shukyo, 86, 1995, p. 1-23.

Toute contravention était punie de mort, en vertu de l'adage : « Si tu rases tes cheveux, tu garderas ta tête ; si tu gardes tes cheveux, tu perdras ta tête. » Le peuple, bon an, mal an, se soumit d'autant plus promptement que les Mandchous prirent Nankin (1645).

Mais les jeux, pour les contemporains, ne semblaient certainement pas définitivement faits; même mort, Li Zicheng – ou ses idées et la petite bourgeoisie nationale qu'il incarnait – conservait des partisans.

L'EMPEREUR KANGXI

En 1661, la variole emporta Fulin, devenu l'empereur Shunzhi, le premier souverain mandchou qui régna sur la Chine. Les *lobbies* de la cour, surpris par la soudaineté de l'événement, finirent par désigner (1662) pour héritier du trône un enfant de sept ans, Xuanye, plus connu sous son nom de règne, Kangxi. Parmi ces faiseurs d'empereurs, le groupe le plus efficace – celui qui avait imposé ce choix – était une faction chinoise, ou de tendance pro-chinoise, menée par certain Yang Guangxian (1597-1670). L'homme était originaire de l'Anhui; il avait pour particularité d'être musulman – une caractéristique qui le faisait bien voir des Mandchous – et de détester les chrétiens.

La transposition en Asie orientale de ces antagonismes méditerranéens peut paraître saugrenue; elle n'en joua pas moins un grand rôle lors d'un incident qui révéla en même temps l'ampleur relative d'une réelle percée chrétienne et la xénophobie qu'elle pouvait susciter dans le cercle étroit mais crucial de la cour : ce fut l'affaire du bureau du calendrier. Même si la question n'agitait que les cercles académiques de la plus haute administration, elle n'était pas anodine car elle touchait à la clé de voûte du

rituel impérial.

Depuis les Yuan, en effet, la mise au point du calendrier - devant conjuguer éléments lunaires et solaires - incombait traditionnellement à des mathématiciens arabes, réputés pour leurs compétences astronomiques. Mais, au début du xvIIe siècle - dès qu'ils avaient pu s'implanter à Pékin -, les jésuites étaient apparus comme des concurrents crédibles, et même appréciés. C'était l'époque où l'astronomie faisait de grands progrès en Europe ; le pape interdisait certes aux jésuites d'embrasser les thèses systémiques de Copernic (1473-1543) et de Galilée (1564-1642), mais les pères s'y intéressaient pourtant, tout comme ils connaissaient les observations obtenues, justement par Galilée, grâce à la lunette astronomique qu'il avait mise au point (1609). Ainsi les jésuites se montrèrent-ils plus d'une fois capables de résoudre, mieux que leurs concurrents du Moyen-Orient, nombre de difficultés propres au calendrier chinois. Or celuici jouait, dans les rites, un rôle important : l'empereur, ouvrant le premier sillon de l'année agraire, sacrifiant au Ciel et à la Terre selon la position des astres, se déplaçant symboliquement pour mettre en branle solstices et équinoxes, devait se montrer rigoureusement en phase avec la Nature; selon les conceptions anciennes du pouvoir, le bien de l'Empire, et la prospérité de tous, en dépendaient.

Yang Guangxian et les musulmans, tout comme les Chinois nationalistes et les Mandchous pro-Chinois, fini-

rent par mal supporter ce qu'ils estimaient devenir une mainmise des chrétiens sur le calendrier impérial. Beaucoup trop voyante à leur goût, elle revenait, selon eux, à laisser une puissance étrangère - la papauté - dicter au fils du Ciel sa conduite. Situation peut-être dangereuse de fait et, en tout état de cause, insupportable sur le plan des principes. C'est donc fort de bons appuis qu'en 1665 Yang Guangxian fit chasser les jésuites et imposa au gouvernement l'indispensable retour aux seules idées de Zhu Xi (1120-1200), le fameux maître penseur de l'école confucéenne du Principe. Il promulgua en même temps un édit antichrétien dont la sévérité réduisit à néant un demi-siècle de prédication et faillit même emporter la vie du célèbre père Adam Schall, qui œuvrait au bureau du calendrier, après avoir difficilement vécu la fin des Ming.

Le 15 avril 1665, le malheureux père et les confrères chinois qui travaillaient avec lui se virent condamnés à la mort lente. Le hasard ou la Providence voulut que, le lendemain et alors que le jugement allait devenir exécutoire, un tremblement de terre secouât la capitale. Le Grand Conseil et l'impératrice douairière y virent un signe du Ciel. La sentence, d'abord reportée, finit, le 17 mai, par être levée, puis l'incident parut oublié. Ne mettant en cause qu'une poignée d'étrangers, souvent divisés entre eux par groupes nationaux et perdus à six mois de bateau – au moins – de leur base romaine, il n'aurait sans doute aucune suite. C'était compter, cependant, sans la vivacité, l'autorité et le désir de bien faire du « petit » Kangxi dont les grands de la cour se souciaient peu.

L'adolescent surprit tout le monde. Qui aurait pu prévoir que dès 1667 – il avait douze ans – il chasserait ses

Histoire de la Chine

régents et affirmerait son pouvoir personnel ? Si les jésuites voyaient loin – et ils savaient le faire –, l'espoir d'un retour en grâce leur réchaufferait le cœur. Ils durent certes attendre encore deux ans mais, en 1669, le père Ferdinand Verbiest et tous les prêtres retrouvèrent leur place au bureau du calendrier. Les astronomes chrétiens prenaient le pas pour longtemps sur leurs confrères musulmans.

Avec le recul du temps, et justement parce qu'elle est paradoxale, la décision impériale en la matière symbolise bien l'étonnante synthèse culturelle que recherchèrent les plus dynamiques des empereurs mandchous : une synthèse dont ils firent même plus tard, sous Qianlong, au XVIII^e siècle, un programme politique. C'est aussi à travers de telles confrontations que, pour le meilleur ou pour le pire, l'Europe occidentale et l'Asie orientale se rencontrèrent peu à peu, engageant des deux côtés de vraies révolutions de pensée : en Europe d'abord, où la découverte de la Chine nourrit la remise en cause de la cosmogonie théologique traditionnelle ; puis en Chine, un bon siècle plus tard, quand l'Empire dut reconnaître la supériorité d'une politique anglo-saxonne mondialiste, agressive mais efficace.

UNE CHINE SANS CHINE DU SUD EST-ELLE ENCORE LA CHINE?

Comme tous les fondateurs de dynastie cependant, et d'autant plus qu'il était étranger – mandchou et non

chinois -, Kangxi se trouvait dans une position délicate. Deux difficultés majeures lui laissaient une marge de manœuvre des plus réduites : le caractère incontrôlé, voire incontrôlable, des provinces méridionales - la nature du relief aidant, la rébellion y était quasiendémique - et la fronde de ses « amis ». Ces derniers, des généraux chinois qui avaient aidé les Mandchous à gagner la partie, réclamaient maintenant la juste, c'est-à-dire large, rétribution de leurs services. La situation ne fut réglée qu'en apparence et, de fait, devint explosive quand Geng Jimao, terreur des derniers partisans des Ming, accepta de se fixer au Fujian (1660), avec son énorme armée : 100 000 hommes. Tant qu'il ferait cavalier seul, mal soutenu de fait par ces troupes impressionnantes mais hétéroclites, déstructurées et peu motivées, son pouvoir ne s'étendrait pas au-delà des limites de la province. Mais si d'aventure il embrassait la cause de ses ennemis d'hier, les derniers Ming toujours populaires dans le cœur des petites gens et constitués en dynastie des Ming du Sud -, c'était toute la Chine du Jiangnan qui risquait de se dresser face aux Mandchous. Le premier geste d'un éventuel gouvernement de résistance méridionale à l'envahisseur bloqué dans le Nord serait alors de couper le Grand Canal et d'interrompre le transfert du riz vers le fleuve Jaune, ce qu'aucun gouvernement ne pouvait accepter ni supporter. Les Mandchous ne voulaient et ne pouvaient donc lâcher le Sud.

La détermination mandchoue sur ce point ne fit jamais aucun doute. Ils l'avaient déjà montrée en 1657, quand la population des côtes semblait se soumettre sans grand déplaisir au « pirate » Zheng Chenggong (celui que voyageurs et missionnaires occidentaux appellent Coxinga).

Shunzhi, alors, n'y était pas allé par quatre chemins : en 1657, puis surtout en 1660, il avait ordonné l'évacuation pure et simple des rivages du Fujian, arrachant pêcheurs et paysans à leurs villages et les refoulant vers l'intérieur. En quelques années, la côte était devenue un no man's land. Seuls restaient maîtres du terrain les aventuriers européens, coréens, chinois, japonais en rupture de ban (depuis 1639, les Japonais expatriés ne pouvaient plus rentrer chez eux sous peine de mort); ils s'y menaient une concurrence armée et sans pitié. C'est dans ce contexte que Zheng Chenggong (Coxinga) chassa les Hollandais qui s'étaient installés à Taiwan (Formosa, « la Belle », comme disaient les Occidentaux) et y avaient bâti un fort dont subsistent encore aujourd'hui quelques maigres vestiges. Coxinga les en délogea en 1661, l'année même où mourut Shunzhi, et se mit à leur place. À l'époque, celle-ci n'était pas toujours enviable : le climat subtropical y était débilitant, les moustiques porteurs de miasmes et les aborigènes - les seuls habitants des lieux - peu accueillants c'est le moins qu'on puisse dire ; voyageurs européens et géographes chinois les accusaient même de pratiquer le cannibalisme. Ce fut néanmoins la première implantation chinoise durable sur l'île, appelée à l'avenir que l'on sait, même si, à l'époque, les Han n'v étaient représentés que par un trublion.

Six ans après sa prise de pouvoir personnel, Kangxi s'intéressa activement à ce Fujian qu'il ne fallait pour rien au monde laisser aux mains d'un général incontrôlé. Le grand commerce maritime y était florissant et représentait l'une des clés économiques de la Chine du Sud; c'est d'ailleurs pourquoi Geng Jimao avait accepté si

facilement de s'y laisser enfermer.

Kangxi commença par y dépêcher (1673) un fonctionnaire issu de la région, Li Guangdi (1642-1718). C'était un excellent lettré qui impressionnait le jeune empereur depuis que ce dernier avait eu entre les mains un curieux message, rocambolesque et romantique : un billet caché dans une boulette de cire. Li Guangdi avait imaginé ce stratagème pour communiquer avec le gouverneur général de la province que les rebelles retenaient maintenant prisonnier, bafouant ouvertement l'État, l'administration et les Mandchous. Et la situation allait de mal en pis : en 1674 éclatait la révolte des Trois Feudataires (Sanfan). Le Fujian, le Sichuan, la région de Canton et le Yunnan - où resurgissait tout à coup Wu Sangui après trente ans de disparition et de silence - faisaient sécession. Et l'on reparlait des Ming du Sud, champions de la restauration nationale.

Assurément, si ces derniers ne s'étaient pas déchirés entre cousinages et branches rivales, les Mandchous n'auraient peut-être pas régné longtemps sur la Chine. Les Ming, indéniablement, suscitaient encore le respect du peuple. Et les Qing menaient une politique rien moins que populaire, d'autant plus que la lutte contre les feudataires et satrapes de tout poil mettait particulièrement à mal les finances de la dynastie. Si bien que pour remplir les caisses, le gouvernement recourait à des subterfuges non dénués d'effets pervers. Parallèlement au recrutement des fonctionnaires à travers le système des examens (restauré en 1663, et qui fonctionna jusqu'en 1905), on se mit, par exemple, à vendre des charges.

À long terme, le système multiplierait ses conséquences néfastes. Il faut cependant reconnaître que, dans l'immédiat, il donna à Kangxi l'indispensable nerf de la guerre et lui permit de mener la politique de fermeté prônée par Li Guangdi. Le succès fut au rendez-vous : en 1681, les Mandchous régnaient sans partage sur l'ensemble de la Chine à laquelle, en 1683, ils annexèrent Taiwan, après en avoir chassé les descendants de Coxinga. Non seulement le Sud était reconquis, mais le territoire national

s'agrandissait.

La carrière politique de Li Guangdi s'éleva dès lors à la hauteur des services qu'il avait rendus – les jalousies, les accusations légitimes, les cabales assassines et les calomnies aussi. Mais Kangxi n'en eut jamais cure et garda sa faveur à son talentueux grand secrétaire : en toutes choses, Kangxi montrait de la suite dans les idées et n'agissait qu'après avoir pesé le pour et le contre. Quand Li Guangdi mourut (1718), l'empereur rédigea, à sa mémoire, une inscription demeurée célèbre, qui est aussi une belle définition de l'amitié : « Nous seul te connaissions aussi bien, toi seul Nous connaissais aussi profondément. »

Geste émouvant qui ne saurait, cependant, faire oublier au prix de quels terribles massacres s'étaient accomplis l'écrasement des Ming du Sud et la pacification du Jiangnan. Kangxi lui-même en prit conscience, en 1679. Cette année-là, un tremblement de terre ébranla Pékin, puis un incendie ravagea le palais. Le Ciel disait son mécontentement. L'empereur s'en fut se prosterner au tombeau du dernier des Ming et présenta des excuses, rappelant, une fois encore, qu'il n'avait fait qu'obéir au peuple et tenter de mettre un terme aux exactions des brigands. Dans les faits, pourtant, il ne changea rien à sa politique de reconquête du Sud – le pouvait-il, sans risquer de perdre son

trône?

ACTION CULTURELLE

Bientôt, on vit pourtant que l'empereur avait évolué en profondeur. Taiwan à peine annexée (1683), voici que Kangxi se tourna vers des terrains où personne ne l'attendait : l'action culturelle et la consolidation des pures valeurs chinoises.

Il fit d'abord rédiger une version nouvelle des *Treize Classiques*, formant le corpus de base de tout l'enseignement scolaire, en y adjoignant les commentaires d'un vénérable philologue et historien des Tang, Kong Yingda (574-648). Dans le même mouvement, il activa la rédaction de l'*Histoire des Ming* (achevée au début du xviii^e siècle). En 1711, il ordonna la publication d'un grand répertoire de citations littéraires, classées par ordre des rimes, le *Peiwen yunfu*. Enfin, l'activité lexicographique et encyclopédique qu'il avait initiée culmina quand parut, en 1716, le *Grand dictionnaire de l'ère Kangxi (Kangxi cidian*).

Comment on devient un sage

Il faudra attendre le xx^e siècle pour que l'on écrive l'Histoire des Qing, conformément à la tradition de l'historiographie officielle chinoise : c'est donc à la République qu'en incomba la tâche. Mais les Occidentaux contemporains de Kangxi brossèrent de lui, déjà de son vivant, un portrait plutôt flatteur. Outre qu'ils lui rendaient grâces, comme les Chinois, d'avoir su réduire l'influence politique des eunuques détestés, ils encensaient l'homme qui, sensible aux arguments inlassables du père Bouvet, finit par accepter d'engager une sorte de correspondance académique avec Louis XIV. Au milieu des querelles philosophiques et religieuses qui secouèrent l'Europe aux xvii et xviii siècles, Kangxi et son image contribuèrent ainsi, et bien malgré eux, à fournir les arguments les plus divers, tant aux fidèles qu'aux ennemis de l'Église.

Depuis la fin du XVII^e siècle, le parangon du « sage chinois », à la Sorbonne et dans les salons parisiens, ce fut lui. Qui aurait pu remarquer que ce sage chinois, de fait, était mandchou ? Le détail n'a pourtant rien d'anodin : il est très vraisemblable qu'un Han bon confucéen – à moins qu'il ne fût emporté par une conviction intime et ne se convertît – aurait toujours montré plus de réserve que l'habile Mandchou, à l'affût de toutes les formes de civilisation qu'il ne connaissait pas et qui pouvaient servir, à moins qu'il ne soit urgent de les combattre.

Pour les jésuites, le passage des Ming aux Qing s'était traduit par des espoirs déçus, des difficultés sans nombre, mais aussi par une accumulation d'expériences sans précédent et par de nouvelles perspectives.

La conversion de plusieurs familles de dignitaires, de princes, de princesses ou de ministres de la fin des Ming (comme Paul Xu Guangqi) avait un temps encouragé les jésuites et leur avait fait croire à l'aboutissement rapide et total de leur mission. Ces succès étaient-ils surtout à mettre au crédit de la crise morale qui accompagne par la force des choses une fin de dynastie? En tout cas, ces espoirs s'étaient flétris et causèrent la fureur des factions chinoises et mandchoues pro-chinoises chez les nouveaux

dirigeants de l'Empire. Le génie des jésuites, dans une situation qui, plus d'une fois, mit les individus en dangereuse posture, fut alors de tourner le dos aux décevants Ming du Sud et d'embrasser ouvertement sa cause dès que le jeune Kangxi prit le pouvoir personnellement.

Kangxi devait s'y montrer sensible, jugeant heureux de suivre, sur ce point - notamment dans l'affaire du calendrier -, une politique différente de celle de ses régents. Par ailleurs, les difficultés qu'il rencontrait à s'imposer au Jiangnan l'engageaient à ne négliger aucun savoirfaire. Or celui des jésuites, bons ingénieurs et excellents artificiers, était grand. En bref, il n'est pas sûr que Kangxi entendît jamais vraiment la bonne parole, mais il appréciait la portée et la précision des canons occidentaux. À l'inverse, des conversions sincères se produisaient parfois là où personne ne les attendait : en 1682, un lettré, peintre et poète éminent nommé Wu Li (1632-1718) se fit baptiser. Il quitta la vie mondaine pour entrer dans la compagnie de Jésus (1682), puis y être ordonné prêtre (1688). De ce jour, il n'eut plus le temps de peindre, mais continua d'écrire des vers émouvants où visions mystiques chrétiennes et chinoises se conjuguent harmonieusement : « Au-delà du passé, au-delà du présent, les Trois Personnes sont Une. Comme autrefois, les six directions aujourd'hui ont un Seigneur suprême! »

Enfin, les catholiques romains se trouvèrent associés à la politique extérieure du souverain lors du traité de Nertchinsk (1689), qui régla les délicates, et récurrentes, questions de frontière entre la Chine et la Russie orientale. Kangxi fit appel aux jésuites, que leur stature internationale poussait à être polyglottes, pour servir de négociateurs et interprètes. Le père Gerbillon et ses amis firent

alors promptement savoir en Europe qu'au terme du nouvel accord – et grâce à eux, les soldats de Dieu – le fleuve Amour (Heilongjiang pour les Chinois) restait placé sous l'autorité du fils du Ciel. Kangxi, dans l'affaire, ne visait qu'à freiner l'expansion russe dans une partie de l'Asie qu'il convoitait aussi. Mais, plaçant des barrières pour contenir les Russes, il contrait sans le savoir l'influence de l'orthodoxie. Les religieux catholiques, à vrai dire, s'en réjouirent un peu vite.

Kangxi n'avait qu'un objectif : sa propre grandeur et celle de l'Empire. Qui pouvait l'aider en ce sens était bien accueilli, quel qu'il soit ; qui le gênait - comme les Mongols contre lesquels il reprit en 1696 la politique répressive des Ming – se voyait impitoyablement banni. Tant que les missionnaires le servirent, Kangxi les protégea et se montra même attentif à leur plaire. Mais il devint suspicieux quand il apprit que Rome exigeait des chrétiens chinois qu'ils ne suivent pas les « rites chinois », c'est-à-dire les rites confucéens. Et Kangxi, agacé par ces prétentions, finalement se fâcha: en 1721, il chassa purement et simplement Mezzabarba, le légat du pape venu porter les dernières exhortations pontificales en la matière. Ainsi le « sage chinois » dont les jésuites et les libres penseurs européens avaient tant vénéré l'image prit tout à coup, et selon un jugement aussi peu fondé, le visage de celui que Montesquieu appela un « despote oriental ».

Pour les Chinois, il était surtout celui qui, plus qu'aucun autre empereur, avait montré un intérêt constant, actif et éclairé pour la base de toute vie : l'agriculture. Kangxi était même fort savant en la matière : il écrivit un traité sur les céréales, un autre sur l'extermination des sauterelles et fit publier (la gravure des planches illustrées commença en 1696) la nouvelle édition d'un grand Recueil illustré d'agriculture et de sériciculture (le Genzhitu, dont la première rédaction remontait au XII^e siècle), qui devait continuer à faire autorité jusqu'au XX^e siècle.

On dit même qu'il découvrit dans les jardins impériaux une variété de riz précoce et robuste qu'il trouvait très intéressante car elle poussait loin vers le nord, même à Chengde, dans les terres d'origine des Mandchous. Il tenta son acclimatation également en Chine du Sud et ne cessa jamais de chercher, par tous les moyens, diverses variétés permettant facilement deux récoltes dans l'année, afin de mieux nourrir le peuple.

À la fin de 1722 enfin, Kangxi, après soixante ans d'un règne d'une inlassable activité, sentit ses forces l'abandonner. Pour couper court, tant aux cabales qui avaient marqué son enfance qu'aux terribles courses au pouvoir dont il sentait déjà la tension latente autour de ses nombreux héritiers, il désigna son successeur : son choix se porta sur son quatrième fils – il en avait une quinzaine. Comme les autres souverains depuis le début des Ming, ce dernier passa à la postérité sous le nom d'ère de son règne : Yongzheng.

Les mauvaises langues suggèrent aujourd'hui – avec quelques bonnes archives à l'appui – que Kangxi n'aurait pas imposé Yongzheng uniquement en reconnaissance de sa capacité à gouverner, mais parce qu'il était le père d'un jeune adolescent (né en 1711) dont le vieux souverain avait perçu les qualités exceptionnelles, confirmées par des horoscopes étonnamment favorables : le futur Qianlong. En somme, Kangxi aurait nommé deux héritiers